

Lire en p.12

LES COMITÉS DE CHÔMEURS UN BILAN A FAIRE

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 22 JUIN 1977
N° 479 1,70 F
Commission Paritaire 56 942
**
TEL : 636 73 78

Lire en p.2

La coopération
franco-soviétique
**La pénétration
systématique**

**PROGRAMME COMMUN :
RUPTURE PROVISOIRE**

LE PCF ACCENTUE SES PRESSIONS

Le PCF se fâche et refuse de participer à la réunion de renégociation du programme commun qui devait avoir lieu hier. Le parti socialiste et les radicaux de gauche devront donc attendre demain pour rencontrer à nouveau la délégation dirigée par Paul Laurent.

Ce n'est pas un hasard si ce geste de mauvaise humeur intervient au lendemain du congrès du parti socialiste. En effet, non seulement Mitterrand a proclamé à cette occasion sa détermination à refuser les demandes supplémentaires formulées aujourd'hui par le PCF.

Celui-ci, qui a entendu la leçon, fait donc monter les enchères de son côté. Quoiqu'il arrive, on peut être certain que les choses n'iront pas jusqu'à la rupture : de part et d'autre, les deux partenaires sont trop contraints d'aller aux élections législatives ensemble pour pouvoir, d'ici là, se payer le luxe d'une crise ouverte.

Cela n'empêchera pas le PCF de faire traîner le plus longtemps possible, pour se démarquer en se donnant une apparence plus « populaire », et tâcher d'obtenir quelques concessions.

(LIRE NOTRE ARTICLE EN P. 3)

FACE AUX EXIGENCES DE BREJNEV, GISCARD CHERCHE UNE LIGNE DE REPLI

(Lire nos informations en P. 8)

Pendant la journée qu'il a passée hier en France, Brejnev a eu l'occasion de jouir des privilèges protocolaires qui accompagnent le titre de chef d'Etat dont il s'est récemment emparé. C'est ainsi qu'il a déposé une gerbe à l'Arc de Triomphe. Par ailleurs, cette situation lui a fourni un prétexte pour rencontrer Chirac à la mairie de Paris, contrairement à la volonté de Giscard : ainsi gardait-il des liens avec le principal parti de la droite française, au cas où celui-ci en viendrait à nouveau à jouer les premiers rôles.

Cependant, lors des conversations entre le chef du Kremlin et Giscard, Brejnev « s'inquiétait » tout d'abord, selon les indiscrétions officielles, du resserrement des liens entre la France et l'OTAN, et de la doctrine de la « bataille de l'avant », qui conduirait la France à participer à toute guerre qui se déroulerait dans le centre de l'Europe.

Si condamnable que soit dans les faits cette politique, rien ne justifiait que le représentant d'une puissance qui vise à dominer l'Europe tout entière se permette de donner semblable leçon. Aussi Giscard ne pouvait pas faire moins que d'indiquer que la détermination de la politique militaire française n'est pas du ressort du Kremlin. Après quoi, il tentait de donner une définition propre de la « détente », incluant quatre conditions qui ne sont guère pour plaire à Moscou. Ce matin, les conversations reprennent à nouveau. On saura dans la journée si Giscard est parvenu à déterminer une ligne de repli face aux exigences de Brejnev, et jusqu'où celui-ci aura réussi à obtenir des concessions.

Nettoyeurs du métro

**«CE SONT
LES DROITS
DE TOUS LES
TRAVAILLEURS
QUE NOUS
DÉFENDONS»**

(LIRE EN PAGE 5)

Des habitants du quartier du Marais (Paris)

«La restauration du quartier, c'est notre affaire»



(VOIR P. 7)

**PROCÈS D'UN RACISTE
La complaisance de la justice
pour les assassins racistes**

(LIRE EN P. 6)

**ITALIE : USINE DU CANCER
PEINE DE PRISON FERME
POUR LES PATRONS**

(VOIR P. 6)

LA COOPÉRATION FRANCO-SOVIÉTIQUE

LA PÉNÉTRATION SYSTEMATIQUE

A l'heure où s'achève la visite de Brejnev en France, les chiffres des contrats sont exhibés pour camoufler les réalités des reculades politiques. A la veille de la visite de Brejnev, celui-ci a eu la libre disposition de la télévision pour exercer son chantage à la guerre. Ce sont là deux moyens d'une politique multiforme pour que la présence soviétique apparaisse comme normale en France et se développe. Les services de renseignement, l'espionnage industriel sont relayés par des accords de coopération économique : par là

Rossi, le ministre du commerce extérieur, a été brutalement avisé lors de son voyage, de préparation en vue de la visite de Brejnev que les Soviétiques n'appréciaient pas les conditions faites par les entreprises françaises pour un très important marché du téléphone, négocié depuis 1969, et déjà très engagé. Ils le rejettent sans préavis, ce que Rossi n'a pu qu'enregistrer. Les Soviétiques dominent dans les rapports commerciaux franco-soviétiques et ils font sentir. Le commerce avec la France comme avec tous les pays occidentaux est d'abord pour eux le moyen d'obtenir, en échange de leurs matières premières, la technologie mise au point à l'Ouest et d'accélérer leur équipement industriel lourd. Mais la France n'est pas le premier et de loin dans ces échanges, l'Allemagne de l'Ouest, et le Japon sont

largement en tête. Faisant jouer la concurrence, les Soviétiques obtiennent les conditions plus avantageuses pour leurs énormes projets.

Les exigences soviétiques ont une efficacité redoublée par l'importance que représente pour l'impérialisme français le marché soviétique bien qu'il ne représente que moins de 2 % du commerce français, le commerce avec l'URSS représente 12,6 % du marché de la machine outil. L'URSS occupe ainsi la première place dans l'un des secteurs clefs de l'exportation et de la restructuration. Sa place est d'autant plus importante que les commandes soviétiques reposent sur un ensemble de marchés énormes composés d'installations complètes. Enfin c'est le marché d'exportation principal sinon quasi-unique pour certaines entreprises ayant une technologie avancée.

non seulement l'URSS met à sa disposition pour son industrie de guerre une partie du potentiel industriel et technologique français, mais en plus elle peut pénétrer en France, y avoir une place de plus en plus grande. En développant et en diversifiant ses liens par toutes sortes d'institutions et d'organismes, elle donne à sa propagande une assise plus grande et une efficacité multipliée à ses pressions politiques maintenue systématiquement et en permanence par son ambassadeur de choc.

LA MONNAIE DE SINGE SOVIÉTIQUE : CRÉDIT COMPENSATION

Les Soviétiques sont ainsi en mesure d'exiger des conditions de coût et de paiement très avantageuses. En 1976, lors de la précédente visite de Brejnev, Giscard a signé un protocole financier de 12,5 milliards de francs pour permettre à l'URSS de financer ses commandes en France. C'est le plus gros protocole de ce type des trois dernières années, tous les autres signés avec des pays du Tiers Monde sont la plupart du temps de moins de 100 milliards.

Les Soviétiques fixent les conditions de remboursements des produits soviétiques. Pendant plusieurs années les Soviétiques payaient en partie les entreprises en vodka et en caviar. Renault avait dû accepter de voir certaines commandes payées par un agrégat de pétrole, de Vodka et de caviar. Aujourd'hui les Soviétiques ont inventé les accords compensatoires. Les équipements achetés sont payés en matières premières dont la France a besoin. De plus en plus ce sont les produits fournis par les installations effectuées par les entreprises françaises qui servent de paiement. Ainsi les installations d'Orenbourg effectuées par Valloirec, Creusot-Loire, etc. seront remboursées en gaz, l'installation du complexe de cellulose d'Ouest Illim sera payée en cellulose. Dans ce domaine l'impérialisme français joue un rôle de premier plan. Péchiney et Rhône Poulenc ont signé des accords cadres les premiers du genre, qui prévoient une coopération de ce type pour une longue période.

LE MARCHÉ : UN MOYEN D'ACCROITRE LA DÉPENDANCE

Par le biais des accords de compensations, les Soviétiques se créent un marché nécessaire à leur économie, cela leur permet de créer des courants d'échange réguliers. En même temps ils cherchent à gagner une place prépondérante dans certains domaines. Les achats à l'URSS représentent 53 % des importations de propane, 48 % de l'antracite 40 % du coton et de l'amianté importés par la France, ainsi que 20 % de l'uranium enrichi. C'est autant de moyens de pénétration, autant de moyens de s'assurer d'une dépendance, plus un contrôle sur certains secteurs importants, comme

le gaz et le nucléaire en plein développement. Si les matières premières ont été jusqu'à présent l'élément essentiel de cette «compensation», Brejnev a annoncé que cela devait s'étendre maintenant aux produits élaborés, les machines outils, les biens de consommation.

Les moyens par lesquels les Soviétiques comptent s'installer sur le marché sont divers. La presse géante inaugurée récemment à Issoire a été livrée à des prix de dumping, les installations de Fos et d'Ambes, ont été négociées en contre partie de contrats signés pour des installations en URSS, les usines Slaves installées à Besançon, fabriquent des montres russes, avec des capitaux russes et un patron français, les accords de compensation sont un autre moyen pour obliger à acheter soviétique.

Mais en même temps ils s'installent. Des sociétés mixtes franco-soviétiques sont mises en place pour commercialiser les produits soviétiques. Aktif auto (automobiles, tracteurs, et engins de travaux publics), a fait de la France le premier débouché occidental des tracteurs soviétiques, Rusboi commercialise le bois, Stan-ki France les découpeuses de métaux et les équipements de forge, Slava les montres, SOGG les produits chimiques. Slava est en outre la première usine soviétique en France.

Le commerce franco-soviétique est un instrument privilégié de pénétration. Jouant de leur importance pour les patrons français, les Soviétiques se procurent à vil prix la technologie française. Ils tentent de s'imposer sur le marché par tous les moyens. Ils tissent ainsi des liens de plus en plus étroits qu'ils transforment en liens de dépendance. Ceux-ci deviennent autant de moyens pour imposer leurs conditions à l'impérialisme français, donner un plus grand poids à leurs diktats politiques, en liant au sort des relations franco-soviétiques, les intérêts de secteurs de plus en plus importants de la bourgeoisie française. Valéry Giscard d'Estaing en est un beau représentant : ayant présidé la commission franco-soviétique où se décident les contrats commerciaux, et industriels, il a contribué activement au développement de cette coopération : Fos, Issoire, Ambes, sont son œuvre. Une fois président, il a prolongé son action en cédant de plus en plus sur le terrain politique.

Monsieur l'ambassadeur en France, bourreau de la Tchécoslovaquie

L'ambassadeur soviétique en France vient régulièrement à l'Élysée. Sur le perron de la présidence française, il annonce lui-même à quelle date Brejnev a décidé de venir à Paris, il attaque violemment la presse française au nom de la détente, il exige qu'elle parle de l'URSS sur un autre ton, taise la dictature fasciste, taise les préparatifs de guerre.

En 1965, il est envoyé comme ambassadeur à Prague. Il donnera toute sa mesure en 1968 : il exercera les pressions sur le PC tchèque, adressera les ultimatums russes, préparera depuis son ambassade, l'invasion de la Tchécoslovaquie, organisera la clique de Husak qui s'installera au pouvoir avec l'aide des chars russes. Il préparera toute la série de traités par lesquels la Tchécoslovaquie doit accepter la tutelle soviétique, notamment le traité d'octobre 1968, qui prévoit le maintien indéfini des troupes soviétiques sur le territoire de la Tchécoslovaquie. C'est quand la «normalisation» est achevée qu'il est envoyé comme ambassadeur en France. La carrière de Tchernovenko avait débuté par un échec retentissant, le premier échec cinglant de la politique de superpuissance de l'URSS. Il avait été envoyé par Khrouchtchev comme ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire en République Populaire de Chine. «Il m'avait envoyé en Chine, dit-il en confidence au «Figaro», pour convertir Mao au marxisme». Malgré le retrait de tous les techniciens soviétiques en 1962, malgré toutes les tentatives, les provocations et les chantages, il n'était pas arrivé à obliger le PCC à renoncer au marxisme-léninisme, ni à imposer au peuple chinois, la tutelle russe. Le peuple chinois, maître du pouvoir, avait assuré et défendu l'indépendance nationale.

Télévision : La tradition que veut imposer Brejnev



Zitronne interviewant Brejnev : le journaliste officiel du tsar russe.

«J'espère que cela deviendra une tradition» disait Brejnev au cours de son admonestation adressée en direct sur TF 1 il y a trois semaines. De fait, les relations entre la France et l'URSS en matière de télévision sont les plus développées du monde occidental, développement marqué spectaculairement par le semaine de l'URSS de Mourousi en octobre dernier. Brejnev avait déjà pu répondre à une «interview» de TF 1, tandis que Giscard voyait la sienne censurée par la télévision russe. Cette coopération comprend des co-productions, l'achat de séries russes. Ce qui intéresse les Soviétiques, c'est que ces échanges se développent sur le modèle des relations avec la radio télévision finlandaise que le responsable russe de la télévision caractérise ainsi : «On peut citer à titre d'exemple de coopération féconde celle avec la chaîne finlandaise. Nous échangeons des films et des actualités télévisées, tournons des films et des reportages en co-production. Il est agréable de constater l'augmentation permanente du nombre de programmes de radio et de télévision préparés en URSS par les correspondants finlandais». Pouvoir contrôler des secteurs de plus en plus grands de l'information, pouvoir développer par des films et des actualités leur propagande, voilà la tradition que les Russes veulent imposer en matière de coopération avec la télévision.

Dans les relations culturelles en général, les Soviétiques en les multipliant cherchent à faire entériner les orientations définies par eux. Ainsi le ministre de l'éducation, Haby, a, au cours d'un voyage envisagé la publication de livres scolaires, notamment d'histoire et géographie, mis au point avec les Soviétiques.

Marseille, ville jumelée avec Odessa.



Paoli, l'adjoint de Defferre à l'honneur à Odessa. Les Soviétiques se créent une «opinion publique» favorable.

Compléments du commerce et de la coopération industrielle, le tourisme et les relations «amicales» entre institutions sont un moyen important de propagande, un moyen de créer une opinion publique pro-russe. Ils y entraînent notamment un grand nombre de notables, comme c'est le cas dans les jumelages de ville auxquels les Russes attachent la plus grande importance. Marseille est pour les Soviétiques la ville pilote pour les jumelages franco-soviétiques. Les voyages, les rencontres créent les conditions pour une pénétration plus particulièrement orientée vers Marseille, dont les patrons sont prêts à fa-

voriser le développement ainsi qu'ils le disent à satiété dans les colonnes de «La Marseillaise», journal du PCF «On ne compte plus les missions économiques échangées entre la cité phocéenne et nos amis de l'Est, ces missions permettent de nouer des contrats personnels utiles et solides. L'ensemble portuaire et industriel de Marseille-Fos porte en lui l'avenir du Sud-Est et aussi le germe d'une vaste coopération internationale.

Avec l'URSS cette coopération paraît des plus prometteuses, avec Odessa elle trouve un terrain privilégié» déclarait le PDG du Port Autonome de Marseille.

Renégociation du programme commun

LE PCF ACCENTUE SES PRESSIONS

Lundi soir, le bureau politique du PCF publiait un communiqué qui a fait l'effet d'une petite bombe. Cette dépêche annonçait que la délégation mandatée pour la réactualisation du programme commun ne se rendrait pas à la réunion prévue mardi. Cette décision importante était motivée par «le tour agressif des déclarations de Mitterrand», «son intention d'en finir à la hâte avec les discussions sur l'actualisation et de limiter celles-ci».

Le prétexte invoqué c'est que ces éléments nouveaux, exigent que le CC du PCF en débattre. Marchais ne nous avait pas tant habitués à ce formalisme soudain ! La querelle pour l'actualisation n'est pas nouvelle, elle remonte au lendemain des municipales.

A l'époque, rappelle le PCF «nous avions proposé de commencer au mois d'avril et de partager le travail entre plusieurs commissions afin de gagner du temps ; le PS s'y était opposé». Le PCF voulait commencer tôt ; aujourd'hui, il n'est pas pressé d'en finir puisqu'il fait traîner les choses. Le PS, au contraire, a retardé le début des négociations et se déclare aujourd'hui pressé d'en terminer ; pourquoi donc cette volonté contradictoire ? N'est-ce pas parce que le PS sait que le PCF veut utiliser cette période pour soigner son image de

marque de parti populaire, à l'inverse du PS, en prenant des initiatives du genre meeting : «Actualisation du Programme Commun, c'est l'affaire des travailleurs», et ainsi, contraindre le PS au maximum de concessions ?

On le voit, il y a actualisation et actualisation.

Lors de la première rencontre au sommet des partis de gauche, il n'avait pas fallu moins de deux heures aux délégations pour se mettre d'accord sur le contenu de ce mot...

En effet, le PS, Mitterrand l'a rappelé dimanche, pense qu'à part la mise à jour de quelques chiffres et le transfert de certains thèmes à un autre chapitre —notamment les prétendus «DOM-TOM» en politique intérieure— il ne faut rien y changer. Le PCF en revanche, prenant prétexte des

De plus, Marchais ne tolère pas que le PS veuille accélérer la renégociation pour «compléter en de nombreux points le programme du PS», inversant ainsi, selon lui, les priorités. Le PCF, de plus, s'inquiète de la conjonction entre ces déclarations et l'attitude de l'électorat socialiste à Châtelleraut et Noisy-le-Grand, dimanche dernier.

milliards dont l'État fait généreusement cadeau aux maîtres de Forges, de l'argent versé dans la corbeille de mariage de Peugeot-Citroën, du rackett auquel se livrent les compagnies pétrolières, exige que ces groupes de la sidérurgie, de l'automobile et les pétroliers soient ajoutés aux neuf nationalisations déjà prévues dans le programme commun version 72. De plus il exige que le contenu de celles-ci soit précisé, c'est-à-dire que les «prises de participations majoritaires» version PS soient transformées en nationalisations réelles. A cela, il ajoute la nationalisation des filiales afin qu'il n'y ait pas que la société mère qui soit englobée dans celles-ci.

Cela révèle deux projets politiques divergents ; le PS n'entend pas se laisser entraîner dans la voie du PCF (le capitalisme d'État), d'où les querelles. Cependant, pour parvenir à ses

fins, Marchais dispose d'un atout important : la conférence de presse que la CGT a tenue lundi et la publication de sa plate-forme révèle l'intention de la centrale syndicale d'abonder dans le sens du PCF.

Mitterrand formulait dimanche à Nantes : «Il ne faut pas que le programme commun puisse servir d'alibi pour alimenter les querelles» le voici exaucé ! En rejetant comme il l'a fait le CERES dans l'opposition alors que ses projets politiques sont proches de ceux des révisionnistes, Mitterrand déclarait les hostilités. Le comité central du PCF, jeudi, permettra de voir plus clairement quelle tactique ce dernier entend mettre en application pour parvenir à faire triompher, dans la mesure du possible, ses conceptions.

François MARCHADIER

Marchais aux USA

C'est semble-t-il pour préparer le voyage qu'un avocat membre du PCF a passé le week-end à Washington. Cela pourrait se faire sur invitation d'une organisation privée. Le département d'État feint de ne pas être au courant.

Après le PS le PC ne pouvait pas faire moins.

La fable n'est pas finie...

Henri Fiszbin a convoqué une conférence de presse afin de dresser le bilan «des 100 jours de Chirac à Paris». A cette occasion, il a réaffirmé la fable à laquelle son parti est bien le seul à croire que les divisions Giscard Chirac sont feintes. Il a déclaré : «Jacques Chirac à la mairie de Paris joue en duplex, avec Raymond Barre à Maignon, le rôle du parfait confrère».

Chirac n'est pas raciste mais...

Il n'y a pas plus de 3 jours Pierre Bas, député RPR demandait à Bonnet que cessent dans le métro «les rafles contre les travailleurs immigrés» car cela était contraire aux principes de la république, etc, etc. Chirac ne s'embarrasse pas de tant de phrases, il vient de faire passer un avis pour recruter des aides ménagères pendant l'été ; il se conclue ainsi : «Éviter le personnel de couleur...».

Monod s'inquiète...

Il s'inquiète de l'application de la réforme Haby après avoir réaffirmé son accord sur «les objectifs essentiels». Selon lui, sa mise en œuvre «appelle une vigilance extrême de la part des responsables, un effort important d'organisation, d'imagination et de pédagogie». Monod insiste «pour que les moyens nécessaires soient dégagés et met en garde contre les dangers d'une application imprudente de la réforme qui risquerait alors d'aller à l'encontre de l'objectif, notamment en favorisant (...) la politisation des établissements et le monopole d'une tendance dans les conseils».

Monod n'a pas précisé si ce : souci, dont il fait preuve avait pour but d'illusionner quelques lycéens particulièrement attentifs ou d'éviter une nouvelle révolte de la jeunesse scolarisée.

Monsieur Monod est dérisoire.

Du PS au RPR

Alain Bournazel, conseiller général de Domme (Dordogne), vient de déclarer :

«Aujourd'hui, le Rassemblement Pour la République constitué autour de Jacques Chirac défend les valeurs essentielles de notre vie politique... Il refuse la fuite, la fatalité et l'aventure. Il ouvre une troisième voie entre le conservatisme et le collectivisme».

Tout cela est banal et quotidien. Ce qui l'est moins, c'est que M. Bournazel était au PS, mieux au CERES !

A son ancien parti, il reproche «son alliance de plus en plus étroite avec le PCF, et l'éloignement progressif des objectifs qu'il prétend atteindre».

Le temps de la réflexion

Mitterrand conseille au PCF de prendre «le temps de la réflexion». A vrai dire, le PCF n'avait pas attendu ses conseils. Mitterrand voulant dédramatiser le report de la réunion pour l'actualisation du Programme Commun a affirmé : «Il s'agit peut-être d'un malentendu (...), nous socialistes, nous prenons ça du bon côté (...).»

Beregovoy, qui est chargé de diriger la délégation côté PS pense que les propos tenus par Mitterrand dimanche «sont clairs et répondent bien au procès d'intention que nous faisons le parti communiste ces dernières semaines et qui avait, lui, un caractère agressif».

(...) Le parti communiste se comporte de nouveau comme si le développement du PS lui portait ombrage. Il est vrai que le congrès de Nantes a été un grand congrès qui a témoigné de la vitalité de notre parti et de son sens des responsabilités. Mais en quoi cela peut-il gêner les communistes ?

10 millions :
Pour nos ennemis, ce n'est rien
Pour nous, c'est beaucoup
Souscrivez pour le Quotidien

A Noisy-Le-Grand

LE PCF SE REBIFFE

Le report de la réunion de renégociation du programme commun est justifiée par le PCF, non seulement du fait des résultats du Congrès du PS, mais aussi par l'élection cantonale partielle qui s'est déroulée dimanche dernier à Noisy le Grand. «L'Humanité» d'hier reprochait explicitement : «De nombreuses voix de militants socialistes ont fait défaut à la candidate de toute la gauche». Et elle reproche au PS, dans cette localité, «d'épargner le pouvoir giscardien» et de «critiquer constamment l'action des communistes».

Le fait est que 424 voix manquent au second tour à la candidate du PCF, par rapport au total des voix obtenues par la gauche au premier tour. De son côté, le candidat de la majorité a gagné près de mille voix entre les deux tours. Cette situation n'est pas nouvelle : lors des élections municipales, l'accord n'avait pu se faire entre PS et PCF pour une liste commune à Noisy. Et, entre le premier et le deuxième tour, la liste de Marie-Thérèse Goutman,



Noisy-le-Grand : la campagne électorale du PCF aux municipales.

élue quand même, avait perdu près de 800 des voix socialistes du premier tour. N'est-ce pas tout simplement parce que, dans la Seine-Saint-Denis, département largement dominé par le PCF, voter pour le PS est un moyen pour certains électeurs de voter contre le

PCF ?

Si le PCF s'inquiète aujourd'hui publiquement de cette situation, c'est en réalité qu'il entend saisir toutes les occasions de critique que lui fournit son partenaire pendant la phase de renégociation du programme commun.

Noisy-Le-Grand

CANTONALES
(JUN 77)

Premier tour :
Goutman (PCF) ... 3 173
Colomer (PS) ... 1 748
Magne (MRG) ... 72
Morel (majorité) ... 3 474
Jouenne (droite) ... 152

Deuxième tour :
Goutman (PCF) ... 4 569
Morel (majorité) ... 4 633

MUNICIPALES
(MARS 77)

Premier tour :
Goutman (PCF) ... 3 628
Colomer (PS) ... 3 294
Serelle (majorité) ... 4 569

Deuxième tour :
Goutman (PCF) ... 6 123
Serelle (majorité) ... 5 716

POLITIQUE

Police

PCF ET PS SE DISPUTENT LE SYNDICAT

C'est hier que s'ouvrait à Paris le congrès de la «Fédération autonome des syndicats de police». Depuis 1975, date de son dernier congrès, cette organisation a à sa tête Jean Chaunac, dont on s'accorde généralement à reconnaître que ses positions sont pour le moins proches de celles du PCF. Aussi, lors de cette réunion, si Chaunac est en principe le seul candidat au poste de secrétaire général, on se demandait si le PS n'en susciterait pas un autre au

dernier moment. Le prédécesseur de Chaunac, Monatte, était d'ailleurs membre du PS. En effet, la concurrence pour le contrôle des diverses rouages de l'appareil d'État continue à sévir entre les deux partenaires. En particulier, l'un et l'autre pourraient accorder une attention spéciale dans son programme «l'attribution des compétences et des pouvoirs de décision et de contrôle aux délégués élus du personnel sur toutes les questions ayant trait à l'organisation,

à la gestion et au fonctionnement des services».

Ces derniers mois, la fédération a notamment protesté contre la manière dont le gouvernement avantage de plus en plus la gendarmerie aux dépens de la police classique. En effet, les gendarmes étant des militaires n'ont pas le droit de se syndiquer, ce qui interdit toute pénétration des partis de gauche par la voie qu'ils ont utilisée avec la FASP.



«Dialogue avec la population»: le syndicat de la police qui l'avait organisé est maintenant dirigé par le PCF.

Parlement européen

DES DÉPUTÉS QU'ON VEUT DOTER DE POUVOIRS IMPORTANTS

Hier après midi, les députés reprenaient la question de l'élection du parlement européen au suffrage universel, cette fois-ci pour adopter les modalités du scrutin tel qu'il devra se dérouler en France. Le projet présenté aux députés par le gouvernement indiquait notamment: «L'élection a lieu à la représentation proportionnelle suivant le système de la plus forte moyenne, sans panachage ni vote préférentiel» (...) Le territoire de la République forme une circonscription unique».

Autrement dit, les différents partis qui se présenteront à cette élection auront des listes de 81 noms (soit le nombre des députés à élire), constituées au niveau national. Les premiers candidats figurant sur les listes seront élus proportionnellement au nombre de voix obtenues par chaque liste. Cependant, le système adopté, dit «de la plus forte moyenne» aboutit en fait à favoriser les formations électoralement fortes, au dépens des listes qui obtiennent un nombre relativement faible de voix. Cette disposition est renforcée par une autre, indiquant: «Les listes qui n'auront pas obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés ne seront pas admises à répartition des sièges».

droite, qui avait toujours réclamé ce mode d'élection depuis que la question du parlement européen est entrée en discussion. Cependant, il n'a pas réussi à obtenir que l'élection se fasse suivant le même mode de désignation dans les différents pays membres de la communauté. Le projet de loi rappelle en effet que «la procédure électorale est régie, dans chaque état membre, par les dispositions nationales». Des difficultés importantes existant, en Grande Bretagne, sur cette question du mode d'élection cette revendication revenait à faire trainer un peu plus encore les choses en longueur.

SOUCI TARDIF
D'INDÉPENDANCE
Cependant, les députés

avaient rajouté en commission, RPR, socialistes et réformateurs réunis, que «le mode d'élection (...) est et demeurera de la compétence exclusive du parlement français». Ce qui revient à se donner une garantie, tant vis à vis du gouvernement, que de l'assemblée européenne elle-même. Ce souci tardif d'indépendance est cependant largement contredit par certaines expressions qui figurent dans l'exposé des motifs du projet de loi, et qui soulignent l'importance que cette élection sera amenée à prendre: «Les élus représenteront d'autant mieux le peuple français qu'ils pourront se prévaloir d'une désignation faite sur le plan national».

Ainsi, les députés, qui seront élus par les électeurs français seront dotés parait-il, d'une représentativité particulièrement importante. N'est-ce pas là avouer qu'ils auront une tâche importante à remplir, et que l'assemblée à laquelle ils participeront empiètera sur les prérogatives de la souveraineté nationale?

Jean LERMET

LE RPR A MOITIÉ SATISFAIT

Sur ce point, donc, le RPR a obtenu satisfaction: c'est lui, fort du fait qu'il est le plus puissant parti de la

**Plus la crise s'aggrave,
plus la classe ouvrière
a besoin de son Quotidien
Souscrivez pour les 10 millions**

Sidérurgie

LE SÉNAT S'INDIGNE

Schmidt, RPR de Moselle a fait, au Sénat, la déclaration suivante: «Comment ne pas être indigné, d'apprendre que la crise est due à la vétusté des installations? En juin 1976, le directeur d'Usinor annonçait la modernisation de Thionville. En 1977, revirement: on se replie sur Longwy! Cependant, au début 1977, un nouveau système de récupération des gaz faisait du haut-fourneau de Thionville l'un des plus performants du monde. Ce système ne peut être remonté à Longwy. Ira-t-il donc à la ferraille?»

A l'approche des prochaines élections sénatoriales, ces messieurs s'affoient. N'a-t-on pas vu, dans les manifestations des sidérur-

gistes il y a quelque temps, d'autres députés de la majorité? Des jeunes giscardiens notamment. Le RPR fait surenchère de démagogie.

Un autre sénateur, Jager (Union Centriste) a feint de s'indigner contre le détournement des facilités bancaires offertes à la sidérurgie lorraine au profit de Fos et de Dunkerque. «Le gouvernement s'est trouvé devant le fait accompli. Ne pourrait-il, à l'image de ce qui vient d'être décidé pour Dassault, prendre une minorité de blocage lui permettant désormais de parler à ce genre de manœuvre?»

Si la majorité continue à piller le programme du PS, celui-ci devra bientôt convoquer un nouveau congrès.

**Un premier ministre seul offre des milliards aux patrons
C'est par vous tous que nous aurons les 10 millions**

Barre devant les chambres de commerce et de l'industrie

PAS DE RELANCE

Barre était aujourd'hui l'hôte de l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie. Il a à cette occasion prononcé un discours politique en annonçant qu'il ne fallait pas compter sur une relance globale qui serait selon lui «inflationniste». Il a profité de l'occasion pour attaquer Chirac sans le nommer en dénonçant «ceux qui entretiennent un climat d'incertitude politique» et dissuadent ainsi les chefs d'entreprise d'investir. Avant de parler de «l'emploi», le premier ministre s'est de nouveau risqué dans une explication laborieuse concernant les indices des mois d'avril et mai (1,3 % deux fois de suite). Ainsi, il a affirmé:

«Si les indices des prix ont été élevés pour ces deux derniers mois, c'est non parce que l'inflation démarre à nouveau, mais bien parce que, au delà de la hausse des prix et des légumes, les indices reflètent (...) les

ajustements intervenus en matière de prix industriels que nécessitaient la hausse des matières premières et l'augmentation des salaires en 1976 (...).»

Décidément, il y a toujours des explications à tout; sur l'emploi, Barre n'a pas caché que son régime ne parviendrait pas à résoudre cette question. «(...) Ce n'est pas du jour au lendemain que la France retrouvera comme par enchantement la croissance et le plein emploi (...).»

Pendant que Barre avouait ainsi la capacité de son gouvernement, son Ministre du Travail Beullac rendait visite à ses amis les industriels des Hauts-de-Seine. Il a répété qu'il n'était pas question (?) de supprimer les 90 % aux licenciés économiques (Allocations Supplémentaires d'Attente). Cette allocation ne plait pas aux patrons qui la qualifie «d'incitation à refuser de travailler». M.

Beullac aussi sans doute mais la différence est que lui ne peut se permettre de perdre les élections!

De toute manière, pour rassurer tous ces capitalistes, Gabriel Oheix, délégué à l'emploi, a été contraint d'avouer qu'il n'y avait pas beaucoup plus de 10 % des chômeurs qui touchent les 90 %.

Enfin, pour rassurer complètement les sceptiques, Oheix a annoncé qu'une circulaire était en préparation afin de faire la chasse aux «faux chômeurs»: thème agité depuis plusieurs mois par le pouvoir et qui représente une menace supplémentaire pour ceux qui ont déjà été jetés sur le pavé par la bourgeoisie en crise.

La nationalisation des banques privées

M. Maurice Lauré est directeur de la Société Générale, banque nationalisée. Cela ne l'a pas empêché de déclarer: «Si le secteur privé dont l'existence permet de préserver le libéralisme, disparaît, le contrôle de l'État pèsera sur l'ensemble du crédit».

Au delà de l'évidence de cette dernière affirmation, Lauré apparaît comme un directeur d'une banque nationalisée que le PCF aura du mal à faire adhérer à la perspective du Programme Commun.

LUTTES OUVRIÈRES

Nettoyeurs du métro

**Rassemblement contre les licenciements
mardi matin****«CE SONT LES DROITS DE
TOUS LES TRAVAILLEURS
QUE NOUS DÉFENDONS»**

L'assemblée générale des travailleurs du nettoyage du métro du 21 juin était principalement centrée sur la riposte à apporter aux dernières mesures de répression des patrons du nettoyage. En effet, la direction de l'entreprise de nettoyage ONET (entreprise n° 6) a pris à l'encontre de deux travailleurs, dont un délégué du personnel CFDT, une mesure de licenciement. Un troisième travailleur a reçu une lettre d'avertissement.

La CFDT annonçait qu'un rendez-vous a été pris avec l'inspection du travail, qui propose qu'une réunion ait lieu ce matin sous sa présidence, avec le président de la chambre patronale du nettoyage, la direction des 6 entreprises, 3 délégués grévistes et l'UD CFDT. Le compte-rendu de cette réunion sera fait lors de l'assemblée générale de jeudi. Mais les grévistes

n'ont pas l'intention d'attendre jeudi pour passer à l'action et exiger la levée de ces mesures. Aussi, l'assemblée générale a-t-elle été écourtée, comme cela avait été prévu, pour aller au siège de l'entreprise ONET exiger la réintégration immédiate des deux travailleurs licenciés, et la suppression de l'avertissement.

Dès 11 h 15, près d'un millier de travailleurs du métro étaient rassemblés devant l'entreprise ONET, dans le 10^e arrondissement. La direction dut recevoir une délégation de trois travailleurs du métro, dont le délégué licencié. Pendant les discussions, le secrétaire de l'UD résumait la situation : « Ces licenciements sont des licenciements abusifs. Nous exigeons la réintégration immédiate des travailleurs licenciés. La CFDT a entrepris les démarches pour déposer une plainte,

que nous ne retirerons que si nos camarades sont réintégrés ». Cette déclaration fut acclamée aux cris de : « Non aux licenciements » que tous les travailleurs présents scandèrent long-temps, beaucoup levant le poing. Bientôt la délégation sortit des bureaux, et fit le point des discussions : l'agence prenant pour prétexte que le siège social est à Marseille, et qu'elle ne pouvait décider seule, demandait un délai de 48 h pour donner une réponse.

Une seconde délégation fut alors reçue, pendant que les travailleurs, scandalisés par l'attitude de l'entreprise, scandaient : « La réponse tout de suite ». Les nouvelles négociations durèrent plus d'une heure. Pendant ce temps plusieurs travailleurs prirent la parole : « Notre lutte n'est pas seulement la nôtre, mais celle de tous les travailleurs, français et im-

migrés. En réclamant la réintégration de nos camarades, ce sont les droits de tous les travailleurs que nous défendons. Français-immigrés, même patron, même combat ! ». A l'issue des négociations, le secrétaire de l'UD expliqua aux travailleurs que la direction réservait sa réponse jusqu'à ce matin, qu'elle avertirait l'UD par téléphone à 9 h 30.

Un travailleur prit alors la parole : « Si demain, ils n'ont pas cédé, nous devons tous revenir, et ne plus bouger d'ici, jusqu'à satisfaction, il ne faut plus tergiverser ». Les travailleurs applaudirent vigoureusement cette proposition : « Pas de licenciement ». Puis les grévistes se dispersèrent, décidés à poursuivre la lutte pour la satisfaction des revendications, et la levée des sanctions.

Philippe DANZAIN

**Dans
Vent d'Ouest
ce mois-ci**

Le numéro de juin de « Vent d'Ouest » le journal des Paysans-Travailleurs a été réalisé par l'équipe de la Manche. Sous le titre « Richesse latente et... disparition des petits paysans, un article trace le tableau de l'exode de 500 familles d'exploitants par an : 95 % des paysans qui ont des vaches laitières comme seule source de revenus sont soumis aux firmes, 13 350 d'entre eux, avec moins de dix vaches, ont souvent moins de 10 000 francs par an de revenus. Outre les multiples luttes contre les reprises abusives de terre, contre les fermages qui sont les plus élevés de France et qui sont frauduleusement dépassés, les paysans de la Manche mènent une lutte résolue contre l'implantation d'une centrale nucléaire à Flammanville.

Un article sur les luttes paysannes en Guadeloupe dénonce le colonialisme français contre lequel les travailleurs de la canne ont mené une grève de deux mois. L'éditorial s'adresse à chaque équipe, locale, départementale, régionale, pour les engager à prendre leurs responsabilités. « Il faut savoir si l'on veut édifier un véritable syndicat de classe et de masse. Il ne se fera pas tout seul, spontanément ». En octobre, cette organisation tiendra des journées d'étude déterminantes pour son avenir, car sera alors défini par le Mouvement Paysans Travailleurs sa politique face à la possible venue de la gauche au pouvoir.

**Saviem Blainville :
débrayages contre le chômage**

Des débrayages successifs ont lieu à la Saviem de Blainville depuis le 9 juin. Les travailleurs entendent ainsi riposter au chômage imposé par la direction. Ils réclament 300 francs par mois, cinq semaines de congés, la réduction du temps de travail, l'indemnisation totale du chômage. La direction ne propose que 3 % au 1^{er} juin et 1 % au 1^{er} septembre. Le 16 juin, l'ensemble des travailleurs de l'usine se sont retrouvés dans un meeting devant l'entreprise pour envisager la suite du mouvement. Ils ont décidé de poursuivre le mouvement des débrayages, de façon à empêcher la direction de réaliser des avancées dans la production pour ensuite imposer des périodes de chômage. Les travailleurs contrôlent également les cadences.

Le mouvement, à l'appel des sections CGT, CFDT et FO est suivi par la grande majorité des travailleurs de Blainville.

Aujourd'hui l'ensemble des travailleurs de différentes usines Saviem débrayeront contre le chômage.

**Faites
connaître
le Quotidien
du Peuple
Souscrivez
pour les
10 millions**

**Garage Peugeot
(Angers) :
la lutte continue**

La grève commencée il y a quatre semaines au garage Peugeot d'Angers continue, voyant de nouveaux travailleurs rejoindre le mouvement. Les grévistes réclament 2 francs d'augmentation horaire, le treizième mois et la 5^e semaine de congés payés. Pour populariser leur action, les travailleurs réparent gratuitement les voitures devant la Bourse du travail. A la suite d'un jugement en référé le vendredi 17 juin, les travailleurs ont dû cesser leur piquet de grève. En « contrepartie », le tribunal « oblige » la direction à négocier.

**HOMMAGE
A NOTRE
CAMARADE
ROBERT,
MINEUR**

**Il y a un an,
il nous avait rendu visite
au Quotidien**

Dans la nuit de dimanche à lundi, Robert notre camarade de la cellule de mineurs de Liévin s'éteignait à 43 ans, miné par la silicose.

C'est aujourd'hui que tous ses camarades, tous ses amis, lui rendront un dernier hommage à 16 h 30 au cimetière d'Angres (Pas-de-Calais).

Il y a un an nous recevions une délégation des camarades mineurs de Liévin et leur famille dans les locaux du « Quotidien du Peuple », le camarade Robert faisait partie de cette délégation. Il voulait rencontrer les camarades qui fabriquent le « Quotidien du Peuple » dont il lisait les articles chaque jour après une journée épuisante passée au fond de la mine.

Robert discuta avec chacun d'entre nous, s'intéressa de près aux différentes phases de fabrication du journal. Nous, qui faisons chaque jour « Le Quotidien », à son contact nous vivions comment le journal est une arme concrète à Liévin, comment chaque jour il est lu, comment il circule dans les corons où Robert était tant connu. Robert apporta sa confiance inébranlable dans la construction de la cellule de Liévin, il nous expliqua comment malgré les difficultés, les pressions des Houillères et du PCF le Parti se construisait chaque jour dans les mines par un travail tenace pour lequel il se dépensait sans compter. Bien que silicósé, comme beaucoup de ses camarades Robert n'hésitait pas chaque soir après le travail à aller discuter avec tous ceux qui après le Tribunal Populaire avaient repris confiance dans la voie de la lutte.

Malgré les mensonges des Houillères, Robert savait qu'il était atteint de cette silicose qui l'a tué et qu'il avait contractée au fond de la mine avec les féroces conditions de travail imposées par la direction des Houillères, mais cela n'entamait en rien sa détermination.

Robert nous apporta son courage, son enthousiasme pour notre Parti et aujourd'hui chaque camarade se souvient de cette visite.

La rédaction du « Quotidien du Peuple », l'équipe de fabrication du journal s'associent à la douleur de sa famille et de ses proches.

Adieu Robert, nous continuons ton combat.

Aciéries de Blanc-Misseron**REPRISE
DE LA PRODUCTION
MAIS L'OCCUPATION
CONTINUE**

Depuis le 23 mai, les travailleurs des Aciéries de Blanc-Misseron occupaient leur entreprise, après un vote où 75 % des 440 travailleurs présents s'étaient prononcés pour l'occupation.

Depuis le début de cette action, les grévistes rencontraient le problème de la production des commandes en cours, qui leur était posée comme condition au versement de leurs indemnités de licenciement.

La question de la reprise de la production par les travailleurs eux-mêmes avait été posée, mais cette proposition n'a finalement pas abouti ; le problème de la survie des travailleurs licenciés restait entier. La direction, se servant de la question des commandes en cours, espérait pouvoir mettre fin à l'occupation en évacuant le matériel, ce

qu'elle avait tenté à plusieurs reprises.

Le 9 juin, les travailleurs passaient devant le tribunal des référés. Un accord était négocié avec le syndicat pour réaliser la production et la livraison des « en cours », tout en maintenant l'occupation, de façon à empêcher que le patron ne profite de cette reprise pour évacuer le matériel. Le même jour, les travailleurs votaient en Assemblée générale la reprise de la production et le maintien de l'occupation. Dès le 10 juin, la production avait repris. Une équipe de travailleurs assurait cette production.

Ils percevront un salaire dont une partie servira de fond de solidarité, et grâce à cette production, les travailleurs pourront percevoir les indemnités auxquelles ils ont droit, ce qui leur fournira les moyens de poursuivre leur lutte pour l'emploi.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Procès au tribunal correctionnel de Grasse

TUÉE A L'ÂGE DE 4 ANS PAR DE LA VIANDE AVARIÉE

Le tribunal correctionnel de Grasse juge depuis mardi une affaire bien révoltante, celle du décès de la petite Nathalie Gras, âgée de 4 ans, morte empoisonnée par de la viande avariée.

Leur mère (femme de chambre) et leur père (serveur de restaurant) ne pouvant quitter leur travail, les trois enfants de la famille furent placés dans un centre d'accueil «La Maison de l'Enfance» à Grasse, centre agréé par l'Action Sanitaire et Sociale.

Au début d'octobre 75, une dizaine d'enfants sont pris de malaise. Huit devront être hospitalisés. La petite Nathalie, qui a plus de 40° de température, ne recevra pratiquement aucun soin du médecin, hormis quelques verres d'eau, un peu d'aspirine et de la... musique classique.

L'infirmière du centre et la directrice, parties faire des courses en ville, laissaient la surveillance de Nathalie à une fille de salle. Le médecin appelé en début d'après-midi, décréte qu'il ne peut se déranger. Il faudra lui amener l'enfant en taxi. Nathalie mourra en fin d'après-midi dans de terribles souffrances. Le Dr Lamy, qui était pourtant «attaché» au centre percevait automatiquement 400 F par mois sans être obligé de ne jamais se déranger pour examiner les pensionnaires ! Le médecin, pour sa défense, affirme que l'état de la petite fille ne permettait pas de prévoir une issue fatale. Quant à la directrice, Mlle Madeleine Darc, elle justifie son absence en déclarant : «J'ai été tranquillisée par le fait que Nathalie avait vu le docteur».

Dans le lourd dossier de la «Maison de l'Enfance», on apprend que de la viande avariée était servie aux enfants. La viande achetée était de la viande congelée et la cuisinière avait reçu

l'ordre de ne jamais jeter les restes. Les restes étaient réservés jusqu'à ce qu'il n'y en ait plus !

Tous les moyens avaient été pris pour étouffer le scandale ; le médecin avait même délivré un permis d'inhumation et la mort était présentée comme... naturelle ! La directrice n'avait de son côté même pas déclaré l'épidémie à la direction départementale de l'ADASS...

Aujourd'hui, la mère de Nathalie, cruellement éprouvée par la mort de son enfant, souffre toujours de dépression nerveuse grave.

L'affaire scandaleuse de Grasse n'est pas un fait isolé : on assiste, et cela a été souligné aux dernières «Journées de nutrition» à une recrudescence des toxico-infections alimentaires. A l'origine : des économies de gestion criminelles et un contrôle de plus en plus précaire de la qualité hygiénique des viandes dû à l'insuffisance criante du nombre de vétérinaires contrôleurs.

P.P.

Procès du gang des Lyonnais

VIDAL SE MET A TABLE

Surprise hier au procès du gang des Lyonnais, un procès qui pourtant se voulait «sans vagues», lorsque le dénommé Vidal commence à parler des menus services politiques qu'il aurait rendus, en tant que membre du SAC. Il aurait connu en détention un certain Claude Chavel, suicidé depuis, peu après la libération de Vidal, tout comme ont disparu Auger et Epique... Vidal raconte comment il avait assisté des «plombiers» dans leur travail (des poseurs d'écoutes). Lorsque Gaston Defferre vint à Grenoble en 1973 (pour le congrès du PS), des micros furent posés dans sa chambre au Park Hotel. «J'avais deux pistolets, des pistolets américains, vendus sous la marque SAC, du reste», dit Vidal en souriant. «Avec ça, M. le président, on ouvre n'importe quelle porte. Pour ça, j'ai touché deux millions de centimes !» Vidal raconte comment il

était chargé de faire dégénérer des manifestations, comme cette manifestation pacifique de Belfort, en soutien à une enseignante, réprimée parce qu'elle donnait des cours d'éducation sexuelle. Il raconte comment on le chargea d'intervenir dans des mouvements de grève au Puy dans les tanneries, à Romans dans la chaussure. «Ce sont quelques exemples, mais j'en dirai beaucoup plus pendant le procès», conclut Vidal en s'essuyant les doigts dans un mouchoir de soie...

«Vous n'arriverez pas à transformer un procès de droit commun en procès politique !» s'exclame furieusement l'avocat général, visiblement pris au dépourvu par la tactique de Vidal. Vidal pourra-t-il aller jusqu'au bout de ses dénonciations, sans que des pressions importantes (voire autre chose) l'en empêchent ? C'est ce que la suite de ce procès qui semble se révéler, nous apprendra...

Italie

QUELQUES PATRONS ASSASSINS CONDAMNÉS A DES PEINES DE PRISON

La mobilisation des travailleurs italiens après l'affaire de Seveso pour dénoncer le mépris criminel des capitalistes pour la santé des ouvriers et des habitants des régions où sont implantées les usines chimiques a commencé à porter ses fruits. Lundi des patrons ont été condamnés à des peines allant de 3 à 6 ans de prison ferme. Ce verdict, en regard du crime : une quarantaine d'ouvriers assassinés est clément, mais il constitue malgré tout un précédent important : c'est la première fois que des patrons sont condamnés pour leurs responsabilités dans la mort d'ouvriers.



Zone contaminée autour de Seveso : il n'y a pas que la dioxine qui tue...

L'usine en question est désormais connue en Italie sous le nom d'«usine du cancer». Dans cette usine près de Turin, à Cirié, on produit des colorants. Les produits manipulés : la b-naphtaline et la benzadine sont responsables de dizaines de cas de cancer.

Depuis 1950, une quarantaine d'ouvriers sont morts du cancer de la vessie, conséquence de la manipulation de ces produits. Bien que la production des produits les plus toxiques ait été suspendue, de nouveaux cas de cancer se déclarent et des ouvriers continuent de mourir, amenant l'ouverture d'un nouveau procès. Les dirigeants de l'usine ne peuvent pas prétendre ignorer les conséquences de la manipulation des produits chimiques. Au contraire ils connaissent fort bien les suites mortelles du travail imposé aux ouvriers. Ils imposaient en effet le silence aux familles en leur offrant pour prix de leur silence des indemnités. Le médecin de l'entreprise disait aux ouvriers que s'ils buvaient moins, ils iraient

mieux ! Ceci a duré 20 ans, malgré les mises en garde des syndicats. Plusieurs familles de victimes ont refusé les indemnités et porté plainte contre IPCA, l'usine du cancer. Après 3 ans d'instruction, plus d'un mois de procès les patrons ont été condamnés.

Si les patrons de l'IPCA sont condamnés, ceux de l'ICMESA l'usine de la dioxine et de Hoffmann-Laroche, le trust auquel appartient l'ICMESA demeurent en liberté alors que la zone contaminée continue de s'étendre et que de nouveaux cas de chloracné se déclarent.

La révolte suscitée par ses affaires a amené le mois dernier un tribunal de Padoue à ordonner la saisie dans toute l'Italie de plusieurs colorants cancérigènes : E 123 (amarante), interdit depuis le 20 avril, E 103, E 105, E 111, E 121, etc. Mais, cette décision sous la pression des commerçants et des fabricants a été repoussée.

Procès d'un raciste

LA COMPLAISANCE DE LA JUSTICE POUR LES ASSASSINS RACISTES

Hier s'ouvrait devant les Assises de la Seine à Paris un procès qui n'a pas attiré les chroniqueurs judiciaires célèbres. Le silence était presque total dans la presse et sur les ondes. Il était par contre beaucoup question du procès d'un postier assassin

d'un de ses collègues qui l'avait surpris en train de vider le coffre-fort de la poste de Magny-en-Vexin. Le crime de Daniel Pigot n'est pourtant pas moins crapuleux. Mais son mobile n'était pas l'argent, c'était la haine raciste.

Il y a six ans, le 27 octobre 1971, Daniel Pigot, concierge au 57 rue de la Goutte d'Or dans le fameux quartier de la «Goutte d'Or» à Paris 18^e, célèbre depuis le livre de Zola «L'Assommoir» dans lequel il y est décrit de façon très vivante. Depuis, le quartier est demeuré très populaire, peuplé depuis des années presque exclusivement de travailleurs immigrés. Djilali Ben Ali, habite avec ses parents et ses huit frères et sœurs au 16 rue Charbonnière. Il est âgé de quinze ans et demi, c'est un garçon nerveux, épileptique.

Ce 27 octobre 1971, il va rendre visite à son oncle qui tient un magasin de tissus au premier étage du 53, rue de la Goutte d'Or. Pigot, qui connaît bien Djilali et qui sait les troubles dont il souffre, se trouve dans l'entrée de l'immeuble. Que se passe-t-il exactement ? Djilali s'énervera-t-il, comme le prétendra Pigot, et pourquoi ? Toujours est-il que celui-ci qui possède un fusil chargé depuis, dit-il, un précédent incident avec Djilali, il tire sur Djilali qui s'écroule, mortellement blessé.

SIX ANS ONT PASSÉ

Près de six ans ont passé, avant que ce meurtre ne soit jugé par la cour d'Assises. Pigot, incarcéré après ce meurtre est remis en liberté provisoire sept mois plus tard. L'affaire aurait été lentement vers son étouffement si ne s'était pas constitué un comité Djilali, soutenu par le comité Diab, ce travailleur algérien abattu par un policier dans un commissariat.

Pigot est inculpé de «coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner» alors qu'il est démontré par les expertises qu'il a tiré horizontalement à 2,50 m de Djilali et qu'il possédait un fusil chargé à portée de la main. Pigot prétend avoir tiré dans l'affolement sans même viser, contre toute vraisemblance. C'est pourtant la thèse du concierge qui a été retenue par la justice.

UN ENCOURAGEMENT AUX TUEURS RACISTES

Mais Pigot n'était-il pas

encouragé à commettre un crime raciste par l'attitude de la police dans ce quartier qu'elle quadrille en permanence et ratonne à l'occasion. De même, l'attitude de la justice essayant d'étouffer ce crime, n'est-elle pas un encouragement aux crimes racistes. Combien ont été commis depuis cette date, combien ont été punis ? Des dizaines de

meurtres ou de tentatives de meurtres contre les travailleurs immigrés ont été perpétrés depuis l'assassinat de Djilali, aucun semble-t-il n'a été puni. La justice persistera-t-elle dans cette attitude scandaleuse, malgré la mobilisation qui s'est réalisée autour de Djilali et de Mohamed Diab ? Ce serait un nouvel encouragement aux tueurs racistes.

Nanterre (communiqué)

Le comité Nanterrois contre la violence et le racisme s'est créé pour obtenir la révocation et l'inculpation du directeur du Monoprix.

Le comité appelle au boycott du Monoprix de Nanterre le samedi 25 juin.

Il appelle à réunir toutes les informations sur les cas de racisme.

Mardi à 14 h 30, M. Stoleru en personne accompagné d'un fonctionnaire du ministère de l'intérieur et d'un journaliste de France-Soir s'est rendu au Centre où se trouve l'enfant qui avait été tabassé. Il a sollicité les témoignages de l'éducatrice de l'enfant et affirmé ensuite sa volonté de régler l'affaire le plus vite possible.

Le Comité tient une permanence téléphonique tous les jours de :

14 heures à 16 heures
au 769.32.43

La restauration du Marais

Par Serge LIVET

«LA RESTAURATION DU QUARTIER, C'EST NOTRE AFFAIRE»

(des habitants du Marais)

Cinq familles qui occupent des logements vides dans l'îlot Saint Paul (Paris 4^e) sont expulsables depuis ce matin. Ainsi en a décidé la justice à la demande de la Ville de Paris, propriétaire des logements occupés. Ces familles nombreuses vivaient dans des logements de quelques mètres carrés, insalubres. Elles ont occupé quelques uns des 5 000 logements vides du 4^e arrondissement, les habitants du Marais (4^e) ne permettront pas qu'elles soient mises à la rue.

Sept familles occupent actuellement des logements vides dans le Marais. 7 000 autres sont en attente d'un logement décent. L'occupation de logements vides est une des composantes de la lutte menée depuis quatre ans par les habitants de ce quartier populaire de Paris, regroupés dans l'Inter-Comité du Marais. Elle est complémentaire d'autres formes de lutte contre la rénovation-déportation qui menace après tant d'autres quartiers de Paris, le Marais.

Le prestige attaché au Marais, quartier historique de Paris, connu pour ses hôtels et ses vieilles pierres ne pouvait manquer d'attirer la spéculation immobilière. Mais le Marais, ce n'est pas loin s'en faut quelques demeures anciennes, c'est un quartier populaire, peuplé de travailleurs, avec une intense vie de quartier, et une multitude de petites entreprises artisanales, enfin c'était ainsi il y a quelques années, avant l'arrivée des rapaces de l'immobilier. Un de ces vautours s'appelle Maeght, camouflé en mécène, il projetait d'installer une galerie d'art au cœur du vieux Paris, avec la complicité de la municipalité, propriétaire des îlots F. Miron, Jouy, Forcy. Que ce projet ait eu pour consé-

quence l'expulsion de 292 foyers n'était pas pour étonner le maquignon en œuvres d'art, Maeght. Mais la mobilisation des habitants le contraignit à abandonner ce projet. C'est au cours des manifestations du printemps 1975 contre le projet Maeght que naquit l'Intercomité du Marais, regroupant îlots par îlots les locataires du Marais.

APRES MAEGHT, LA R.I.V.P.

Le Comité St Paul doit faire face à un autre vautour : la RIVP (Régie immobilière de la Ville de Paris) qui veut appliquer un projet de restauration cautionné par le Conseil de Paris. Regroupant et mobilisant les habitants des immeubles menacés par la

restauration, le Comité St Paul soutenu par les autres comités doit dans un premier temps résister à la RIVP. Résister, c'est demeurer dans les lieux, s'opposer aux expulsions.

Loin de rester passive comme ce fut trop souvent le cas dans d'autres quartiers de Paris saisis par la rénovation la résistance devient active et offensive. Face aux projets de la Ville de Paris, s'élabore un contre-projet, dit de réfection légère. Récemment, s'est constitué l'APAUM (Atelier Populaire d'architecture et d'urbanisme du Marais) regroupant des architectes et des professionnels du bâtiment et notamment des membres du collectif «Mars 76», et de «Place».

L'APAUM a, à partir des demandes des locataires, établi pour deux immeubles, 25 et 27 rue St Paul, un projet de réhabilitation. L'élaboration de ce projet est exemplaire, la Ville de Paris a été contrainte de le prendre en considération et, au moment où du côté du pouvoir on parle de réhabilitation, de maintien dans les lieux, il met le Conseil de Paris dans l'embarras.

LES NORMES AU SECOURS DE LA RÉNOVATION

La restauration des immeubles anciens selon la RIVP aboutit à l'expulsion des locataires, à la destruction de la vie de quartier et à la constitution d'immeubles restaurés de luxe. Au nom d'impératifs de rentabilité financière et de normes, la RIVP ne peut restaurer qu'en expulsant et en cassant. Pour obtenir des prêts, le promoteur doit s'engager à respecter des normes très contraignantes de surface, de sécurité, d'hygiène et d'esthétique. Ces normes sont élaborées,



Le 25, rue St Paul : Un immeuble qui n'a pas été entretenu depuis 50 ans.

sans prendre en compte les conditions concrètes et les demandes des locataires. Leur but : normaliser la construction et la restauration. Elles impliquent une destruction de l'habitat ancien, la destruction de certains murs porteurs, l'effondrement de planchers... et le départ pendant les travaux des locataires. Le coût de ces travaux est tel qu'il aboutit à un prix du mètre carré prohibitif, de l'ordre de 3 200 F. On peut juger des conséquences d'une telle restauration sur ce qui a déjà été fait : aucune des familles qui habitaient avant travaux dans les immeubles restaurés n'a été relogée dans ces immeubles, les petits commerces ont fermé, les logements équipés du tout électrique ont des charges énormes.

LES LOCATAIRES ÉLABORENT LEUR PROJET

Les locataires de l'îlot St Paul veulent demeurer dans leurs logements, même pendant le temps des travaux, ils acceptent une réfection indispensable, mais exigent que celle-ci ne fasse pas sortir leurs loyers de la loi de 48. Pour contraindre les habitants au départ, la Ville de Paris a laissé se dégrader les immeubles : depuis cinquante ans, il n'y a eu aucun entretien extérieur et des parties communes. L'entretien des immeubles a été entièrement à la charge des locataires qui ont réussi, malgré tout à maintenir des intérieurs en bon état. Pour établir le plan de réfection légère réclamé par les habitants, des architectes ont procédé à un relevé minutieux de l'état des deux immeubles, avec l'aide des

locataires. Ce sont eux en effet qui savent quels sont les parties vétustes, où et quand sont apparues les taches d'humidité, les fissures... Leur collaboration est à la base de l'élaboration du projet de réhabilitation légère. Ce sont également eux qui ont défini les changements qu'ils souhaitaient. La réfection légère, en raison de l'abandon auquel ont été laissés les immeubles par la Ville de Paris, nécessite quelques travaux importants : confortation du gros œuvre, mais tout peut se faire sans expulser les habitants. Le rapport qualité-prix de ce projet est très nettement supérieur au projet de la RIVP. Le prix du mètre carré après réfection légère est évalué à 1 200 F environ.

DEUX CONCEPTIONS DE LA SÉCURITÉ

Ce projet a été présenté à l'Hôtel de Ville qui fait trois objections. Il ne présenterait pas de garanties suffisantes de sécurité. En fait deux conceptions de la sécurité s'opposent. Celle des autorités pour qui c'est une affaire de conformité à des normes officielles, conformité qui n'empêche pas certains accidents. Celle de l'APAUM et de l'Intercomité du Marais, pour eux, on ne peut en aucun cas prétendre assurer une sécurité à 100 %, la sécurité doit reposer sur la surveillance des habitants des immeubles. Les locataires en assurant l'entretien de leurs appartements, en surveillant les parties communes sont capables de détecter les dangers. En signalant les défauts, en exigeant

des travaux de réfection, les locataires assurent une véritable sécurité.

Néanmoins, bien qu'il ne corresponde pas aux normes arbitraires officielles, le projet de réfection légère est parfaitement fiable et assure une sécurité satisfaisante.

La Ville de Paris oppose également à ce projet les réglementations et les modes de financement. Ingénuement, la RIVP avoue qu'elle ne sait pas faire de réfection légère. Effectivement ce promoteur est un organisme lourd, dont le but premier est de faire fructifier des capitaux spéculatifs. Pour parvenir à ses buts, il doit engager d'importants capitaux, la réfection légère ne saurait lui assurer aucun profit. Enfin, dernier argument de la Ville de Paris : le texte autorisant la restauration est voté, on ne saurait y revenir. Cependant, le Conseil de Paris, et la RIVP hésitent et ont déjà manœuvré en retrait, demandant à discuter avec les architectes et l'Intercomité, promettant que la solution de réfection légère serait prise en considération pour les prochaines tranches de travaux.

Mais pour les locataires de l'îlot 16, menacés par la restauration de la RIVP, il n'est pas question de céder. La restauration ne se fera pas, malgré les intimidations policières, murages d'appartements vides... et rondes de vigiles armés de l'ACDS. Les locataires du Marais exigent la réfection légère, le maintien des loyers réglementés, le logement dans les appartements vides des mal logés et donc l'abandon de la convention passée entre la Ville de Paris et la RIVP.



INTERNATIONAL

Siad Barre, président de la Somalie :

«L'URSS, une grande puissance»

Siad Barre, président de la Somalie, a confirmé, dans une interview au journal «Newsweek», l'opposition de son gouvernement à la politique de l'URSS dans la région de la corne de l'Afrique, notamment en raison du soutien que Brejnev apporte au régime fasciste du DERG en Éthiopie contre le mouvement populaire et contre la lutte de libération nationale du peuple d'Érythrée.

Il a déclaré : «La Russie n'est pas différente des autres grandes puissances étrangères à la région qui y poursuivent ce qu'elles croient être leurs propres intérêts. Ce que nous pensons, c'est que les routes du pétrole doivent être préservées ouvertes, libres et pacifiques, et les peuples riverains de ces mers doivent prendre la responsabilité de garantir qu'il n'y aura pas d'intervention d'aucune superpuissance».

Siad Barre a également

condamné le soutien politique, et probablement militaire, que Castro apporte au régime du DERG en Éthiopie : «Castro a été trompé. Il ne connaît pas l'Afrique... Mengistu est un fou réalisant un génocide sanglant... On ne peut stabiliser une situation anarchique en soutenant ceux qui répriment un peuple luttant pour sa libération». En ce qui concerne le rôle que les Cubains avaient joué en Somalie, Siad Barre a précisé qu'il y avait eu des conseillers militaires, mais qu'ils avaient quitté le pays.

URSS-SOUDAN : FERMETURE DU CENTRE CULTUREL SOVIÉTIQUE

Les relations entre l'URSS et le Soudan continuent à se détériorer : après l'expulsion de diplomates et de militaires russes, le gouvernement du Soudan a décidé de fermer le centre culturel soviétique.

FACE AUX EXIGENCES DE BREJNEV, GISCARD CHERCHE UNE LIGNE DE REPLI

La première journée du voyage de Brejnev avait été entièrement conduite par Brejnev. À l'aéroport il disait lundi midi à Giscard il «va falloir travailler sérieusement». L'après-midi il ne laissait guère la parole à Giscard, qui ne donnait sa réponse que mardi matin. Dans la soirée il mettait un terme à l'«affaire Chirac» en acceptant son invitation. Celui que Giscard saluait le matin, dans les salons de l'aéroport parce qu'il était «à la tête de l'immense et puissante Union soviétique» avait fait sentir sa puissance à Paris même de par sa propre présence, parvenant à mettre la télévision française à l'heure de Moscou.

Les premiers entretiens politiques ont été en fait un long discours de Brejnev qu'a-t-il dit ? D'abord, il a mis à l'écart les accusations concernant les violations des droits de l'homme en affirmant que «l'URSS était le seul pays au monde qui, dans sa nouvelle constitution a inscrit les dix principes de l'Acte Final d'Helsinki».

Il a rejeté les accusations contre les menaces soviétiques en affirmant : «Dire que l'URSS a adopté une position agressive est un mensonge. Notre pays ne fait que se mettre en position pour se défendre. Nous ne lèverons l'épée contre personne». Sur les deux caractéristiques essentielles de l'URSS aujourd'hui, Brejnev veut faire oublier les faits, le Goulag et la Tchécoslovaquie, les manifestations ouvrières noyées dans le sang et l'élévation du potentiel offensif de l'URSS aux frontières de l'Europe. Il exige que Giscard ne s'en tienne qu'aux paroles.

Et il a repris le leitmotif

de la diplomatie soviétique : «L'Union Soviétique aimerait voir la France plus active dans les questions de désarmement, ce qui ne veut pas dire qu'elle souhaite un affaiblissement de la France», il rappela qu'il avait déjà dit à Pompidou : «Nous voulons que la France soit forte, indépendante mais qu'elle participe de manière plus active au désarmement», ont rapporté les porte-parole des deux chefs d'État. En d'autres termes, qu'elle ne dépende pas plus étroitement de l'ONU, tout en s'alignant sur la diplomatie russe.

Mardi matin : les contreparties demandées par Giscard

En fin de matinée, l'Élysée faisait connaître par un communiqué, le contenu de la réponse de Giscard aux demandes soviétiques. Selon ce communiqué, il y aurait quatre conditions à la poursuite de la détente et à son prolongement dans le désarmement.

- La modernisation dans la compétition idéologique.
- Le respect des droits de l'homme.
- La non-ingérence dans les affaires intérieures des États à propos de laquelle Giscard aurait donné des exemples d'application par la France, l'accueil réservé à Amalrik ou l'interdiction de l'émission des dissidents lundi soir sans doute !

- Que la détente s'étende à toutes les parties du monde.

les opposants de l'Est, quand lui-même a refusé toute rencontre avec Amalrik et toute prise de position publique à l'égard des manifestations les plus ouvertes de la dictature fasciste.

Chez lui, à Moscou, Brejnev avait répondu à cette demande déjà formulée par Giscard en octobre 1975, en annulant sans explication certains des entretiens prévus.

La troisième condition suppose sans aucun doute que les interventions soviétiques visant à peser sur la définition de la politique étrangère française — qui n'ont rencontré jusqu'à présent aucune résistance sensible — soient freinées. En dehors de la politique de défense, une deuxième question oppose politiques soviétiques et françaises : elles se trouvent opposées en Afrique. Lors du voyage de Gromyko en mars 76, les Soviétiques avaient tenu à donner leur avis sur le processus d'indépendance de Djibouti. Après l'affaire du Zaïre, le devenir même de la zone d'influence française en Afrique serait remis en cause si les Soviétiques décidaient de s'en mêler activement.

C'est d'ailleurs l'objet de la quatrième condition : la détente partout c'est-à-dire et avant tout, que la pression soviétique cesse de s'affirmer en Afrique sur la zone d'influence de l'impérialisme français.

Ainsi, en fin de matinée, mardi, les entretiens politiques avaient pris un tour précis : une lutte serrée où l'impérialisme français veut obtenir d'abord des garanties immédiates pour sa zone d'influence et d'autre part, au moins verbalement, des concessions soviétiques.

Grégoire CARRAT

L'affaire Chirac

BREJNEV MENE SA POLITIQUE A PARIS

Hier soir, Chirac donnait réception, sur son invitation propre à Brejnev à l'hôtel de Ville. Le protocole de l'Élysée avait exclu cette visite, ni inviter le maire de Paris au déjeuner de l'Élysée. L'intention de tenir à l'écart Chirac était visible. Celui-ci envoyait en réponse à l'invitation qui lui fut adressée pour la réception à l'ambassade soviétique qu'il ne pouvait s'y rendre si Brejnev ne venait le voir en son hôtel de ville. Lundi soir Brejnev téléphonait au chef du RPR qu'il acceptait l'invitation. Il donnait ainsi une sorte de consécration à la politique étrangère particulière que Chirac entend mener depuis sa mairie, en concurrence avec la diplomatie giscardienne.

Mais ce n'est pas cela qui intéresse l'URSS : depuis plusieurs années et notamment depuis 1974, la politique soviétique est toute entière tournée vers le développement de liens avec toutes les forces politiques de l'impérialisme français et non plus seulement avec le gouvernement d'une part, le parti de Marchais de l'autre.

ÉLARGIR LES LIENS A TOUS LES COURANTS BOURGEOIS

Depuis la poignée de mains de Tchernovenko, l'ambassadeur russe, à Giscard entre les deux tours des présidentielles, en 74, les visites en URSS



Chirac à Moscou en 75, Mitterrand et Brejnev : Brejnev étend ses relations à tous les courants de la bourgeoisie française.

se sont multipliées, délégations plus ou moins officielles de partis de la majorité, participation (au grand dam du PCF) d'organisations de jeunesse de la majorité aux festivals des groupes de jeunesse à l'Est. En 1975, les relations entre le PCUS et le PS étaient établies pour la première fois depuis la Révolution d'Octobre. Mit-

terrand tenait à cette occasion des propos qui constituent l'essentiel de la position du PS à l'égard de l'URSS aujourd'hui. «Pour nous, l'URSS est un facteur de paix... Nous souhaitons que cette liberté de circulation des personnes soit complète, mais nous pensons qu'il est dangereux de s'immiscer dans les affaires d'un

pays avec lequel on traite. Nous regrettons que le gouvernement français soit absent de la conférence sur le désarmement...»

LE RPR : UN RISQUE DE DIFFICULTÉS POUR BREJNEV

C'est dans le cadre du développement de ces liens, avec toutes les forces de l'impérialisme français qui, chacune séparément, ont pris des engagements à l'égard de l'URSS, que Brejnev a répondu positivement à Chirac, car il sait que ce n'est qu'en entretenant ces liens qu'il favorisera l'unanimité de la bourgeoisie française comme elle s'est exprimée lors de l'affaire Amalrik. Il sait aussi que si Ponomarev a obtenu en décembre 76 de poser des exigences à l'assemblée et de les voir acceptées par le communiqué final, il n'en reste pas moins que seul, le ministre des Affaires Étrangères de Chirac, Couve de Murville, a émis une protestation même timide, argument supplémentaire pour que rien ne vienne opposer directement le RPR à l'URSS à l'occasion de la visite de Brejnev, quitte à écorner la vanité de Giscard et à égratigner ses prérogatives de chef d'État. Les intérêts de l'URSS passent avant les attentions, apportées aux moins forts qu'elle.

Modération de la compétition idéologique ? Giscard n'a jamais éclairci cette notion floue. Elle recouvre pour l'essentiel, d'une part la demande que les Soviétiques s'abstiennent de toute critique à l'égard de son régime qui pourrait être considérée comme un appui à d'autres partis, notamment au PCF ; d'autre part, la demande que cessent les interventions constantes de l'URSS dans la politique française.

Respect des droits de l'homme ? Entre les mains de Giscard, cette exigence ne pèse par lourd quand sa télévision a interdit de parole

la télévision à l'heure russe

Pendant la visite de Brejnev, les 3 chaînes rivalisent pour plaire au fascisme russe. Après le prétendu reportage d'Antenne 2, c'était lundi, la scandaleuse interdiction de la Tribune «libre» où 3 opposants d'URSS et des pays de l'Est devaient dénoncer la répression. Cette interdiction n'était annoncée que 10 minutes avant l'heure par les responsables de FR 3. Les auteurs de l'émission ont déposé une plainte. Le lendemain, mardi, Mourousi interviewait une Russe peu gênante pour Brejnev, la danseuse Plisefskaja, qu'on voyait danser la Marseillaise. Mourousi, dont on connaît l'intérêt pour les parades militaires, puisqu'il a animé celles de la gendarmerie semble décidément fasciné par le régime de Brejnev. Ambitionne-t-il les galons de premier larbin de Zitron ?

DJIBOUTI

À une semaine de l'indépendance de Djibouti, le porte-avions français Foch, est arrivé lundi à Djibouti, remplaçant le porte-avions Clémenceau.

A voir : le film de J. Ivens et M. Loridan

«L'USINE DE GENERATEURS»

Le cinéma Saint-Séverin, 12 rue Saint-Séverin, Paris 5^e, passe à nouveau l'ensemble de 12 films sur la Chine Socialiste : «Comment Yukong déplaça les montagnes», sorti l'année dernière. Si vous ne l'avez pas encore fait, il faut saisir cette occasion de voir cette passionnante enquête sur la construction du socialisme en Chine. Nous vous recommandons plus particulièrement le film : «L'usine des générateurs».

L'USINE CENTRE DE LA VIE

Des jeunes, en habit de tous les jours ou en short, se bousculent sur la ligne de départ, s'élançant. Par centaines. Course étrange ! Plaisir de participer à la course, non d'être le premier, c'est une course autour de l'usine... La fête dans l'usine : trois ouvriers présentent un sketch racontant l'histoire d'un technicien frais émoulu de l'école, qui arrive dans l'usine ; une équipe montre une danse... puis le travail reprend.

L'usine de générateurs, une usine exceptionnelle, saisie à un moment exceptionnel ? Non, une usine ordinaire. D'emblée, nous pénétrons dans ce monde à la fois si semblable au nôtre et si différent. Des bleus tâchés de graisse, des ouvriers qui, par gestes, dirigent les mouvements du pont gerbeur, mais pas d'affolement, pas d'inquiétude sur ces visages ; pas de chefs non plus. Image fugitive : là-haut, derrière la vitre de la cabine, le

gnée de la maison, peut ainsi s'occuper de sa petite fille. Pour les plus grands, il y a une école et un lycée. C'est là que le soir, de nombreux ouvriers viennent étudier l'anglais, le dessin d'art ou la technologie... Un dispensaire est ouvert dans l'usine, où les ouvriers viennent, pendant le temps de travail... Cette profonde unité de la vie et du travail, des loisirs et de l'éducation, c'est celle des ouvriers maîtres de leurs usines.

LES OUVRIERS MAITRES DE L'USINE

Joris Ivens ne nous explique pas le socialisme, la dictature du prolétariat, il nous les montre à travers les images de cette usine, à travers les répliques des ouvriers, les discussions, les réunions.

Les ouvriers dirigent ; c'est sur eux que repose profondément, toute l'organisation de leur vie, toute la gestion de l'entreprise, et cette conscience imprègne



A travers «l'usine de générateurs», c'est toute la vie politique du socialisme qui apparaît. Cette fête dans l'usine, cette crèche dans l'usine, ces discussions dans l'usine, ne sont que les reflets, les formes vivantes données par les ouvriers à leur pouvoir. Une vie qu'ils prennent en charge, totale-

ment, depuis la gestion de l'usine jusqu'à l'approfondissement de l'alliance de classe avec les paysans, parce qu'ils en connaissent la signification politique ; la lutte pour continuer la révolution, pour extirper le révisionnisme des sillons les plus profonds de cette vie.

Meeting de l'Association Médicale Franco-Palestinienne

LE COMBAT SANITAIRE DU PEUPLE PALESTINIEN

Il y avait beaucoup de monde au meeting de l'AMFP venu saluer la présence de la délégation palestinienne venue du Liban et composée de Fathi Arafat, président du Croissant Rouge Palestinien, un responsable du service juridique du CRP, un membre du CE du CRP, responsables des services médicaux du Sud Liban et le dernier médecin à avoir quitté Tall el Zaatar, et Mayada, représentante de l'Union Générale des Femmes Palestiniennes.

La plus grande partie du meeting a été consacrée au combat sanitaire du peuple palestinien, présenté dans ses divers aspects : dans les camps au Liban, en Palestine occupée et dans d'autres pays arabes. La mobilisation du peuple palestinien pendant la guerre au Liban a été mise en évidence par le travail constant à construire les hôpitaux, les agrandir, assurer les services d'urgence et tout cela dans les pires conditions : manque d'eau, d'électricité. L'accent a été mis sur la mobilisation populaire au camp de Tall el Zaatar pour assurer les meilleurs services sanitaires durant le blocus : les femmes ont joué un grand rôle dans cette mobilisation assurant une part importante du travail. Le nombre de

volontaires s'accroît avec l'augmentation du nombre des blessés. Les enfants fabriquaient des bougies pour l'éclairage la nuit.

Le rôle social du Croissant Rouge Palestinien a été expliqué : création de centres de formation professionnelle pour les jeunes palestiniens, et avec l'Union des femmes, des jardins d'enfants, une crèche ont été construites. Pendant la guerre, le ravitaillement a été assuré.

Le président Fathi Arafat a dégagé les axes du travail actuel qui s'oriente de plus en plus vers le domaine de la santé préventive, où les masses prennent en charge elles-mêmes leur propre santé.

Le représentant de l'OLP en France, Azzedine Kalack a expliqué que le combat sanitaire n'est qu'un aspect de la lutte du peuple palestinien. Il a donné les grandes lignes de la politique actuelle de l'Etat d'Israël après l'élection du Likoud et celle de l'administration Carter en rappelant que les Etats Unis sont responsables de la situation explosive en armant Israël, qui est devenue 4 fois plus forte depuis 78. Il a aussi rappelé que bien qu'il existe une nouvelle équipe en Israël, que les travaillistes ne reconnaissent pas non plus le peuple

En bref... En bref...

Irlande : le nouveau gouvernement pour une «solution pacifique» du problème de l'Ulster

Alors que le gouvernement britannique avait montré une certaine inquiétude après la victoire aux élections du «parti républicain» en Irlande, Lynch, dirigeant de ce parti et futur premier ministre, a déclaré : «Nous sommes pour la recherche d'une solution pacifique et nous allons insister sur la recherche de cette solution». En réponse à cette déclaration, le journal de l'IRA provisoire à Belfast a rappelé que pour l'IRA, l'objectif d'une Irlande libre et réunifiée ne peut s'obtenir que par «l'extension de la lutte armée».

Belgrade : conférence bloquée

La conférence de Belgrade sur la sécurité en Europe, réunie la semaine dernière, reste bloquée sur la question de l'ordre du jour. En effet, les Américains et les pays d'Europe de l'Ouest soutiennent que l'ordre du jour doit commencer par un examen de détail de l'application des accords d'Helsinki, de 1975. Un tel examen comprendrait bien entendu une discussion sur les droits de l'homme en URSS et en Europe de l'Est et sur la «libre circulation des hommes et des idées», discussion que les Etats Unis souhaitent mettre en avant et que l'URSS veut à tout prix éviter.

C'est pourquoi l'URSS présente un ordre du jour qui s'intéresse avant tout à ses «nouvelles propositions». Comme toutes les décisions doivent être prises par consensus, la conférence des ministres des Affaires Étrangères, prévue pour le 1^{er} octobre, pourrait être repoussée à une date ultérieure, si la phase préparatoire n'aboutit pas.

AFRIQUE DU SUD : PROCÈS DE BREYTENBACH

Breytenbach, poète sud-africain blanc, passe en procès à Pretoria. Déjà condamné à neuf ans de prison en 1975 pour son opposition au régime d'apartheid, il est maintenant accusé d'avoir tenté de s'évader et d'avoir entretenu une correspondance clandestine depuis sa prison.

MADAGASCAR : LE MONIMA QUITTE LA COALITION GOUVERNEMENTALE

Le parti Monima, qui a joué un rôle important dans la lutte contre l'impérialisme français, s'est retiré de la coalition gouvernementale à l'approche des élections. Le parti Monima proteste contre les conditions de préparation des élections et contre le ralliement au parti du président Ratsiraka de nombreux anciens membres du PSD, parti de l'ancien président Tsiranana. Le Monima lance le mot d'ordre d'abstention pour les élections.

SUISSE : NOUVEAU CAS D'ESPIONNAGE AU PROFIT DE L'URSS

Après le procès du colonel Jeanmaire, un nouveau cas d'espionnage a été découvert en Suisse. Il s'agit d'un habitant de Genève qui servait de boîte aux lettres pour les activités d'espionnage de diplomates soviétiques accrédités auprès des Nations Unies.



pontonnier est une jeune femme...

Non, usine ne signifie pas, pour ces ouvriers, fatigue, ennui, enfer dont on n'a qu'une hâte : sortir. L'usine, c'est la vie ; le centre autour duquel tout s'organise. A la pause, on lit le journal, commente les informations, joue aux «échecs», fait de la gymnastique et de l'entraînement à la défense. A midi, les parents retrouvent leurs enfants à la crèche organisée dans l'enceinte même de l'usine, les font manger, continuent à participer à leur développement. Un ouvrier, dont la femme travaille dans une autre usine, plus éloi-

gné de la maison, peut ainsi s'occuper de sa petite fille. Pour les plus grands, il y a une école et un lycée. C'est là que le soir, de nombreux ouvriers viennent étudier l'anglais, le dessin d'art ou la technologie... Un dispensaire est ouvert dans l'usine, où les ouvriers viennent, pendant le temps de travail... Cette profonde unité de la vie et du travail, des loisirs et de l'éducation, c'est celle des ouvriers maîtres de leurs usines.

L'usine de générateurs, ce n'est pas seulement les ouvriers de l'usine maîtres de la production et des conditions de travail. C'est la dictature du prolétariat.

PARMI VOS LETTRES

A Grenoble Rassemblement populaire pour le socialisme

au boulodrome de l'Esplanade
Le 25 juin de 17 h à 24 h à Grenoble

- Intervention centrale du PCR ml
- Présentation du Manifeste pour le Socialisme
- Débat avec la participation des candidats du PCR ml aux législatives à Grenoble.

- Débat sur le nucléaire avec des militants de :
 - Brockdorf (Allemagne)
 - Comité Malville
 - C.U.S.G.P.A.P.N. (comité universitaire et scientifique grenoblois pour l'arrêt du programme nucléaire).
- Grenoble-Reims : stratégie de la tension
 - Témoignage d'un membre de Vérité Rhône-Alpes (VRA)
 - Témoignage sur l'assassinat de Pierre Maître, ouvrier des V.M.C à Reims.
- L'Union Soviétique :
 - Un pays social-fasciste
 - Un pays impérialiste
 - Témoignages sur l'opposition démocratique
- En Chine, les ouvriers et les paysans ont le pouvoir
 - Xavier Luccioni, qui y a séjourné 30 mois et vécu les récents événements, rapporte son expérience et présente ses films.
- Unité ouvrier-paysan :
 - Vente directe de produits de Bresse, Savoie, Drôme
- Los Chacos :
 - Musique populaire d'Amérique Latine
- Orchestre maghrébin de Grenoble
- Jean-Yves Monnot, chanteur populaire
- Stands du monde entier.
- Buvette, buffet, crèche.

Parti Communiste Révolutionnaire
marxiste-léniniste

«Le peuple prend la parole»

AIDEZ-NOUS A PREPARER LA RENTREE

Cette année nous vous avons proposé un certain nombre de brochures et vous avez été nombreux à nous les commander et souvent à en recommander pour vos camarades, ce qui est le signe de l'intérêt que vous y avez trouvé.

Mais nos rapports restent un peu abstraits. Certes quelques lettres nous sont parvenues, le plus souvent d'encouragement : «continuez» nous dit-on. On veut bien continuer, mais on voudrait que vous participiez plus activement, plus largement à notre entreprise.

On voudrait aussi que vous nous indiquiez de façon précise dans quel sens approfondir nos recherches. La plupart de nos correspondants sont des enseignants. Eh bien !, les brochures actuelles leur servent-elles directement ? Ou bien faudrait-il s'attacher à des domaines (thèmes, auteurs...) plus scolaires, permettant une utilisation des documents plus quotidienne ?

On nous a suggéré de faire des présentations de livres que l'on conseille aux élèves des C.E.S. Pourriez-vous nous donner des titres ? Nous indiquer des thèmes qu'on aborde avec des jeunes de 12 à 15 ans ?

Nous déciderons alors, d'après vos suggestions, de

quelques livres à présenter et nous vous demanderons de participer à ce travail.

Ecrivez-nous le plus tôt possible et le plus longuement possible, afin que nous puissions préparer notre programme de recherches pour les vacances.

UNE NOUVELLE BROCHURE

Comme vous avez pu le constater à la lecture de la brochure «Travail manuel, de la réalité historique à la fiction littéraire», l'un de nos objectifs est de réanalyser tous les «grands écrivains» dans une optique de classe. Et nous poursuivons cette tâche avec les romans dits ouvriers de Zola. Car l'auteur de *Assomoir* et de *Germinal* est une carte maîtresse dans le jeu culturel de la bourgeoisie n'a-t-il point cessé de proclamer, «moi je ne fais pas de politique, mon œuvre est une œuvre de vérité». Et comme dans sa fresque des *Rougon-Macquart*, il a parlé des travailleurs, n'est-il pas aisé d'en arriver à la conclusion : «Zola porte un témoignage impartial sur le monde ouvrier».

Une relecture un peu attentive d'un roman comme *Germinal* permet une conclusion bien différente. Faites-en l'expérience.

La brochure que nous

vous proposons essaie de faire la démonstration de la conception bourgeoise qu'avait Zola des militants ouvriers. Démonstration qu'il est aisé de faire également à propos des femmes du peuple, des enfants ouvriers, de la grève...

PROCHAINEMENT, EN ALBUM, LA COMMUNE AU JOUR LE JOUR

Autre nouvelle : pour répondre à de nombreuses demandes, nous avons mis en route la publication, sous forme d'album, du feuilleton récemment paru dans *Le*

Quotidien «La Commune au jour le jour». Vous y trouverez in-extenso le texte et les illustrations. De plus, nous pourrions mettre également à la disposition des camarades la reproduction des documents photos sous forme de diapositives, ceci pour d'éventuelles projections en montage audiovisuel.

Nous espérons que vous serez nombreux à nous écrire pour nous donner des idées, des conseils, permettant d'élaborer notre programme de la rentrée.

Le peuple prend la parole

NOS RECENTES PUBLICATIONS

- Un essai de contre-manuel scolaire : «Le travail manuel, de la réalité historique à la fiction littéraire» 5 F
- Existe-t-il une littérature prolétarienne ? 2 F
- Jules Vallès journaliste avant la Commune (quelques-uns de ses articles «subversifs») 2 F
- Courbet et les critiques de son temps (suivi de deux articles de Vallès sur Courbet) 2 F
- Paul La Fargue : «L'argent» de Zola (une des rares approches marxistes de Zola)
- «Conception bourgeoise du militant ouvrier chez Zola» 3 F

Faites parvenir vos règlements par chèque ou par timbres (de valeur courante) à :

«LE PEUPLE PREND LA PAROLE»
B.P. 52
75 521 - Paris Cedex 11
CCP Paris 17 862 51 H

manifeste

pour le socialisme

PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE
Marxiste-Léniniste

Manifeste pour le Socialisme 8 F + 2 F de port

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N° 7713 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Le PCF et la manipulation de ses lecteurs

Après avoir changé la forme, mais pas le contenu, de son journal local «La Marseillaise», le PCF a lancé une rubrique «courrier des lecteurs» remplaçant la précédente («En toute franchise»). Pour ouvrir le «débat» sur des questions suscitant des divergences au sein du PCF, il fallait trouver la forme qui fasse le plus «démocratique» possible. Le 29 avril dernier, la rédaction de «La Marseillaise» a donc choisi de sortir ce questionnaire sous forme d'une lettre

«d'une (pourtant) fidèle lectrice de «La Marseillaise», reçue «il y a quelque temps» !!! Afin de «susciter le débat», les manipulateurs du PCF, n'y sont pas allés par quatre chemins

Dans cette seule et même «lettre» voici les questions posées : «Pourquoi dans «La Marseillaise» constamment vous critiquez le PS. Croyez-vous que ces critiques vous amèneront des voix et sont profitables à l'Union de la Gauche... et

la «fidèle lectrice» de continuer sur ce ton agressif, par un avertissement : «Le linge sale se lave en famille, pour votre gouverne prenez-en note, que cela soit une leçon car les élections pourraient bien être pour vous une déception». Réponse d'un ouvrier (dans le courrier suivant) qui s'insurge, «des déclarations équivoques de certains socialistes qui, d'après moi, préparent d'autres trahisons pour demain».

Afin de provoquer des réactions, les «remarques» pleuvent :

● sur le contenu du journal : «Changez un peu de disque... Ce journal ne contient absolument rien, c'est un journal nul. Aucune information... pas d'annonces, pas d'articles de fond (...). Manquez-vous d'informateurs ?»

Voilà de quoi répondre : «Nous sommes un journal pauvre».

● Sur «la peine de mort» c'est carrément la grosse artillerie, les responsables du

journal sont accusés de «cajoler et de chouchouter les malfaiteurs, gangsters et assassins de tout poil» et de n'avoir «jamais un mot de pitié pour leurs victimes». (...) «C'est la faute de la société. En êtes-vous sûrs ? questionne cette «lectrice» qui donne une réponse bien connue : «Il y a premièrement démission des parents dans beaucoup de cas».

● Et, concernant les «délinquants», «les tribunaux sont trop indulgents... etc.

Cette «lettre» non datée et non signée était vraiment providentielle «pour ouvrir le débat», mais n'a guère trompé les lecteurs : «Je voudrais répondre à cette soi-disant lectrice qui a ouvert le courrier» écrit un ouvrier.

A vouloir trop manipuler les lecteurs pour masquer l'absence de débat démocratique dans le PCF, celui-ci pourrait bien être victime du procédé.

R. Marseille

ABONNEZ-VOUS

Nom.....
Prénom.....
Adresse.....

Abonnement normal : 300 F
Abonnement de soutien : 500 F
Abonnement de soutien : ... F

Mode de versement :
en une fois
en trois fois (échelonné sur trois mois)

Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «*Lettres Nouvelles*»
copyright Édition Denoël

39^e épisode

Le garçon aux snapons m'aborda une fois encore. Il s'était assis sur le rebord de la portière, et quand la voiture arriva à ma hauteur, il glissa vers moi en disant :

— Pourquoi vous vous arrêtez pas un peu ?

Toujours du même ton fâché, et sans attendre que je lui réponde.

De temps en temps, Daubat faisait un saut jusqu'à moi. J'étais devenue sa protégée, son élève.

— J'aimerais, lui dis-je, voir comment se fabrique une voiture. Pourquoi n'amène-t-on pas les nouveaux visiter chaque atelier, pour comprendre ?

— Attention, vous avez laissé passer un pli, ici. Pourquoi ?

— Oui. Pourquoi ? On ne comprend rien au travail que l'on fait. Si on voyait par où passe la voiture, d'où elle vient, où elle va, on pourrait s'intéresser, prendre conscience du sens de ses efforts.

Il se recula, sortit ses lunettes, les essuya et les remit.

— Et la production ? Vous vous rendez compte si on faisait visiter l'usine à tous les nouveaux ? Avouez, dit-il en riant, c'est encore des idées à votre frère ! Attention, la voiture.

Il sauta dans l'allée.

Attention, attention. Tous disaient ce mot du matin au soir.

— Vous travaillez où avant ?

C'était le poseur de snapons. Il penchait sa tête sur l'épaule qui supportait les bourrelets.

— J'habitais la province.

Il se retourna pour clouer.

— Pourquoi avez-vous mis cette pancarte sur vos bourrelets ?

— Comment ?

Je répétais ma question.

— Pour que personne les touche. Je prépare à l'avance. Les pointes dedans. Regardez.

Il me montra. Alors je traduisis le sens de l'écriture :

NE TOUCHEZ PAS.

Un élan de sympathie me poussa vers lui.

— Quel est votre nom ?

— Pourquoi ? dit-il, étonné.

Et il sauta.

Je le retrouvai dans la voiture d'après. Il tapait fort et descendit quand j'arrivai. Il m'attendait dans la troisième et me dit :

— Je m'appelle Mustapha. Et vous, c'est comment ?

— Élise.

— Élise ? C'est français ?

A cinq heures, quand s'allument les grandes lampes, toutes mes forces s'échappèrent. Un engourdissement dangereux détruisait tout effort de pensée. Une idée dominante, fixe, obsédante me possédait : m'asseoir, m'étendre. Depuis quatre jours, quand j'arrivais dans ma chambre après neuf heures de chaîne, une heure d'autobus, dix heures de station debout, je me jetais sur le lit et faire l'effort de me laver m'était douloureux. J'avais commencé par négliger mes chaussures. Je ne les frottais plus. Les premiers jours, je me dégoûtais. Mais, insensiblement, je glissai vers l'habitude. Je feuilletais les journaux sans les lire. Un soir, pourtant, je passai une heure et demie à raccourcir ma blouse et à me confectionner une ceinture dans l'ourlet coupé. J'espérais que mon corps s'habituerait à la fatigue, et la fatigue s'accumulait dans mon corps.

(à suivre)

«Omar Gatlato»

Film algérien de Merzak Allouache

Film algérien qui nous parle très librement des problèmes de la vie quotidienne en Algérie. Un film algérien entièrement original dans l'inspiration comme dans la forme qui n'emprunte pas son style au cinéma hollywoodien comme le lauréat du festival de Cannes 1976 : «Chronique des années de braise». «Omar Gatlato», s'il évoque par sa vivacité les meilleurs films de la «nouvelle vague» française est profondément original.

Le drame d'Omar Gatlato dont le nom signifie «*elles le tuent d'amour*», c'est sa super-virilité, son «machisme». Petit fonctionnaire, il habite Bab-el-Oued un petit logement HLM exigü qui contient mal sa nombreuse famille. La passion d'Omar, comme beaucoup de jeunes Algériens, c'est la

musique. Son trésor : une pile de cassettes portatives de musique populaire et un lecteur de cassettes qu'il garde toujours sur lui. Pour enrichir sa collection de cassettes, il va au cinéma, voir les films hindous, égyptiens ou les concerts où il enregistre de nouvelles cassettes. Cette musique «populaire» s'inspire largement de la musique traditionnelle, avec une orchestration et des paroles modernes. Mais traditionnelle ou moderne, elle est une expression conventionnelle de l'amour tel que la tradition musulmane l'autorise et le codifie, reposant sur une image de la femme idéalisée, objet d'une quête périlleuse par un homme réunissant toutes les vertus «viriles». Cette image issue de la société islamique traditionnelle ne

régit pas seulement dans l'art, elle continue de peser sur les rapports entre hommes et femmes et notamment entre les jeunes des deux sexes. La virilité agressive d'Omar n'est qu'un leurre, le masque de son incapacité à discuter avec des femmes. Il vit, dans son travail et pendant ses loisirs exclusivement avec ses amis, n'ayant comme point de vue sur les femmes que celui qui s'exprime dans les chansons, qui n'a rien à voir avec la réalité. Lorsque sur une cassette qu'il croyait vierge, il entendra quelques mots d'une jeune employée de bureau qu'il ne connaît pas, ce «message» déclenchera chez lui à la fois l'amour et la panique. Il découvre pour la première fois une pensée et des sentiments réels, chez une jeune femme, par la média-

tion d'une mini-cassette, seul moyen de communication qu'il connaît, mais pour entrer en relation avec cette jeune femme, les difficultés sont immenses. Lui-même ne monte-t-il pas une garde vigilante autour de sa sœur, écartant ses prétendants. Le téléphone est un moyen de rentrer en relation qui peut percer les murs, mais pas les conventions sociales. Mais, rendez-vous fixé, quand il apercevra celle dont il rêve et qu'il ne connaît que par sa voix, Omar, le super-viril, sera paralysé sur place et renoncera, aussitôt repris par ses copains qui l'entraînent.

Omar nous conte directement son histoire, nous adressant la parole, nous faisant témoin de son impuissance.

Merzak Allouache, sans provocation, mais sans concessions, aborde dans ce film librement et simplement cette question particulièrement brûlante dans la jeunesse algérienne, des rapports entre jeunes des deux sexes et leur quasi-impossibilité, les mariages arrangés par les familles sans consultation des intéressés. Merzak Allouache peint très finement les travers de la société algérienne : la persistance d'un art suranné, vide de sens pour la jeunesse, la délinquance juvénile, la crise du logement, le marché noir...

Un film utile par la réflexion qu'il peut enclencher dans la jeunesse algérienne sur tous ces aspects de la société algérienne d'aujourd'hui.

Serge LIVET



Programme télé

MERCREDI 22 JUIN

TF 1

13 h 35 - Les visiteurs du mercredi
17 h 55 - Les atomes et l'électricité
18 h 00 - A la bonne heure
18 h 35 - Bruno le finaud
18 h 40 - L'île aux enfants
19 h 00 - Graine d'ortie
19 h 15 - Bonnes vacances chapougnot
19 h 45 - Eh bien... raconte !
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - Dernier appel. Film policier.
22 h 00 - Une approche de Lévi-Strauss
23 h 15 - JOURNAL ET fin des émissions

A 2

14 h 05 - Aujourd'hui madame
15 h 05 - Flipper le Dauphin
15 h 50 - Ma sorcière bien aimée

15 h 55 - Un sur cinq
18 h 35 - Vacances avec Mathilde
18 h 45 - Flash information
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - La Tirelire
20 h 00 - LE JOURNAL
20 h 30 - Cartes sur table : Jacques Chirac
21 h 35 - Joe Forrester.
22 h 45 - JOURNAL ET fin des émissions

FR 3

18 h 45 - Feu rouge, feu vert.
19 h 05 - Une façon de vivre
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune Libre
19 h 55 - JOURNAL
20 h 00 - Les jeux de 20 heures
20 h 30 - Sept fois femme
22 h 05 - JOURNAL ET fin des émissions

La France du chômage

Par Gérard PRIVAT

les comités de chômeurs

Un bilan à faire

Qu'une équipe de militants décidés se mette en place, que des initiatives soient prises et, malgré les nombreuses déceptions, les chômeurs se mobilisent. C'est également le cas lorsque sont impulsés des «comités de chômeurs». Dans de nombreux cas, ces comités se constituent à partir d'organisation de base CFDT mais, tout en gardant des liens étroits et le soutien de la structure syndicale, ils prennent leur autonomie. A la base de ce choix, le juste souci de rassembler le maximum de chômeurs, syndiqués ou non. C'est ainsi que dans les principales villes de France, se sont constitués des comités de chômeurs.

Aujourd'hui, de sérieuses limites, voire des reculs importants sont enregistrés dans le travail des comités : une évidence s'impose : ils ne sont pas parvenus à rassembler ce large courant qu'ils se proposaient de développer chez les chômeurs. Pourtant, c'est par centaines que les «sans-travail» se sont intéressés à l'activité de ces comités. Celui du 18^e arrondissement que nous avons rencontré, a commencé de tirer le bilan de son action pour «repartir sur des bases nouvelles».

Au 12 de la rue de la Madonne dans le 18^e arrondissement de Paris, il est 10 h 30 ce jeudi matin : la réunion du comité de chômeurs vient de commencer. Dans la période qui vient de s'écouler, le comité est peu intervenu, tant sur l'agence pour l'emploi, que sur d'autres objectifs. Les militants, prenant conscience des limites de leur travail, avaient fait le choix de commencer d'en tirer le bilan pour repartir sur des bases nouvelles. La période n'est pas facile. Sur la région parisienne, les différents comités n'apparaissent plus guère et les tentatives pour coordonner l'action au niveau de toute la région n'ont pas abouti.

Pourtant, sur le 18^e, le comité est bien connu des chômeurs. Depuis sa création, des centaines, voire des milliers de chômeurs sont passés à un moment ou à un autre à sa permanence, ont participé à telle ou telle action ou réunion, ont «fait un bout de chemin avec lui» comme le dit un de ses animateurs.

C'est en janvier 76 que se crée le comité. Comme beaucoup d'autres, il se constitue à partir de l'Union Locale CFDT : des militants et des chômeurs, devant la totale inactivité des directions syndicales, se réunissent et entreprennent de définir une plate-forme revendicative. Par quoi commencer ? De nombreux «sans-travail» ont fait part de retards importants dans le paiement de

leurs maigres indemnités ou de refus pur et simple d'inscriptions aux ASSEDIC. Immédiatement, l'objectif est fixé : on rassemblera tous les dossiers que l'on pourra et on ira les porter aux



L'ANPE du 18^e est l'Agence de Paris qui regroupe le plus grand nombre de chômeurs : 8 000 inscrits.

ASSEDIC avec les chômeurs pour exiger qu'ils soient pris en considération. Cette action sera payante. Elle obligera les ASSEDIC à prendre en compte effectivement tous les dossiers soumis. Fort de ce premier succès, le comité développe une importante activité : les interventions, tracts, bulletins, affiches se multiplient ; de nombreux chômeurs sont contactés.

Cependant, un débat permanent s'instaure dans le comité : comment orienter l'action ? Quelles revendications faut-il mettre en avant ? Les choses ne sont pas

évidentes du premier coup. Ainsi, n'est-ce pas «accepter l'état de fait du chômage» que de réclamer des indemnités supplémentaires pour les chômeurs ? Finalement, on s'accorde sur le fait que la principale revendication, celle qu'il faut mettre en avant, c'est le «droit à l'emploi pour tous». Seulement, cette revendication en restera au niveau de principe de cette société qui refuse un emploi à 1 500 000 travailleurs. Au niveau des revendications immédiates, concrètes, il y a bien sûr les nombreuses coupures de courant et expulsions dues au chômage. Des actions seront menées là-dessus. On fera bloc autour des chômeurs les plus démunis pour essayer qu'ils conservent un toit et du chauffage. Pas toujours avec succès d'ailleurs. Le transport gratuit pour les chômeurs sera également

pas de résultats concrets mais de vagues promesses qui ne seront jamais tenues.

Cette démarche, qui part de la juste aspiration de chaque travailleur à avoir un emploi, elle est toujours présente ce jeudi matin alors que se pose la question de préparer de nouvelles interventions du comité. «Il faut intervenir sur l'agence» dit une militante. «Intervenir sur l'agence, je veux bien, mais pour y dire quoi» interroge un autre. Des syndicalistes d'un bureau de poste qui connaissent le comité ont fait savoir que les effectifs insuffisants chez eux entraînent une accélération constante du rythme de travail. On va essayer de mobiliser conjointement les postiers et les chômeurs pour exiger

le bulletin des Chômeurs



Interview d'un animateur du comité de chômeurs du 18^e

— *Quotidien du Peuple : Beaucoup de chômeurs sont passés à un moment ou à un autre au comité, mais vous n'êtes pas parvenu à les organiser de manière durable...*

— C'est bien le problème. Individuellement, on est crédible. En général, les gars viennent voir le comité quand ils ont un problème particulier : retard dans le versement des indemnités, difficultés à remplir la paperasse... Une fois leur problème résolu ou en voie de résolution, les gars font un bout de chemin avec le comité et puis ils prennent des distances. Quand, au hasard d'une rencontre, on les invite à une réunion, ils s'excusent en cherchant une explication, mais on sent bien qu'il y a une raison de fond.

— *Comment expliques-tu cela ?*

— On a remarqué quelque chose d'intéressant : le comité est très connu. Les gars le défendent quand il est attaqué et parlent très largement autour d'eux de son existence. Assurément, il y a un large courant de sympathie autour du comité. A côté de cela, on n'arrive pas à organiser de façon stable et régulière tous ces chômeurs. Il y a comme un phénomène de délégation des problèmes. On dirait que les gars ne se sentent pas impliqués eux-mêmes, mais qu'ils s'en remettent au comité pour régler leurs affaires.

— *Tu ne penses pas plutôt que les chômeurs ne trouvent peut-être pas dans le comité des perspectives qui les mobilisent, qui répondent à leurs problèmes ?*

— C'est possible. Le comité a toujours cherché à orienter son action au service des chômeurs. C'est sans doute pour cela qu'il a acquis cette audience, mais ça ne suffit peut-être pas.

Un fait est certain : les gars sont pessimistes. En cela, les confédérations syndicales portent une très lourde responsabilité ; elles font tout pour que ne se développe pas un large mouvement de chômeurs.

— *Il y a sans doute un certain pessimisme, d'ailleurs bien compréhensible, mais il y a aussi une grande révolte. Il me semble que la question des cibles que l'on se fixe est décisive.*

— C'est vrai qu'au début, quand on avait rassemblé les dossiers en retard et qu'on était allé aux ASSEDIC, on avait créé comme une dynamique. D'autant plus que l'on a obtenu que la plupart soit pris en compte. C'était une victoire et les gars l'avaient apprécié. Ceci dit, le champ des revendications contre le chômage est réduit ; et puis, à qui va-t-on s'adresser ?

— *Vous avez toujours mis en avant comme revendication principale «l'emploi pour tous» mais dans les faits vous n'avez rien obtenu là-dessus. Ne faut-il pas modifier votre système de revendications ?*

— Je crois qu'on voulait par cette revendication affirmer un juste principe qui est le droit à un emploi pour chaque travailleur et en même temps faire prendre conscience aux chômeurs de l'impossibilité du plein-emploi, y compris avec un gouvernement de gauche dans le système capitaliste. Mais le problème, c'est la mobilisation des chômeurs quand on obtient rien de ce que l'on demande.

D'un autre côté, il y a le risque pour nous de participer au système d'assistance. Une chose est sûre en tout cas : il faut avancer des revendications que l'on peut obtenir. Peut-être que notre démarche devrait être : vous avez institutionnalisé le chômage, prenez la subsistance des chômeurs à votre charge ! Il va falloir discuter de tout cela, pour repartir sur des bases nouvelles.